

Sortir du nucléaire

Actualités du nucléaire et de ses alternatives



Moins de pages...

Ce numéro comporte moins de pages que d'habitude, pour en réduire le coût. Comme bien d'autres associations en ces temps de récession, nous subissons une baisse des dons, donc de notre budget.

L'action de notre fédération dépend de votre générosité et de votre implication à nos côtés. Aussi, nous comptons sur votre soutien, dès aujourd'hui. Faites un don sur www.sortirdunucleaire.org ou en nous envoyant un chèque par courrier à : Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge 69317 Lyon Cedex 4. Merci infiniment !

Sommaire

Actions sur les routes du nucléaire...	P. 3
Comurhex : fin de l'impunité !	P. 4
Quand un salarié fait plier Areva	P. 5
Votre Réseau a besoin de vous !	P. 7
Au cœur de l'action : Stop Tricastin	P. 8
Un PPI (Plan Particulièrement Illusoire) à Toulon	P. 9
Ça bouge dans le Réseau !	P. 10
Retour sur le Chernobyl Day	P. 12
Dossier Fukushima	
Nucléaire et crise de la démocratie	P. 13
Naoto Kan s'exprime	P. 16
Comment expliquer la victoire d'un parti pro-nucléaire ?	P. 17
Nunavut : les Inuits résistent à Areva	P. 20
Guérilla juridique : nouvelles du front	P. 22
Vite, des infos !	P. 23
Le Laser Mégajoule...	P. 25
La sortie du nucléaire marque des points !	P. 27
Sortir du nucléaire, remède au chômage ?	P. 30
À livres ouverts...	P. 32
Plogoff en bande-dessinée	P. 34
Tous concernés... vous aussi !	P. 36
Supplément : Atomes crochus n°2	

Photo de couverture : © Xavier Rabilloud

Éditorial

"Débat" sur l'enfouissement, ou enterrement de la démocratie ?

Le "débat national sur la transition énergétique" est maintenant achevé. Il n'en sera ressorti quasi que des déclarations sur le nucléaire "bon marché" et ses emplois. Et le risque nucléaire ? La pollution due aux mines d'uranium et au "retraitement" des déchets à La Hague ? Pas entendu parler. Ça restera enfoui au fond des dossiers.

Place à un autre "débat", sur l'enfouissement des déchets radioactifs. C'est à Bure, en Lorraine, que l'État veut enterrer ce fardeau encombrant, pour prétendre avoir résolu le problème et continuer les affaires atomiques. Il a versé des millions d'euros pour faire accepter Cigéo, le site destiné à accueillir les déchets - et enfouir bien profond les scrupules que certains pourraient avoir à léguer à leurs enfants cet héritage toxique.

L'Andra, l'agence en charge des déchets radioactifs, multiplie les discours rassurants - comme jadis ses homologues allemands pour le site de stockage d'Asse, désormais inondé. Pourtant, des études rappellent qu'à Bure aussi, de l'eau peut s'infiltrer. Et que les fûts de déchets, voués à la corrosion, relâcheront un jour la radioactivité, contaminant eaux et sous-sol. L'Andra a même dissimulé une ressource géothermique qui aurait dû interdire la construction du site de stockage... Elle compte bien veiller à ce que ces informations restent enfouies bien profond et ne ressortent pas à la surface.

Procédure oblige, on organise donc un "débat public". Pas question de remettre en question le projet : il s'agit juste de montrer qu'on a "recueilli" l'avis des opposants. Pour l'enfouir ensuite à jamais dans les archives...

C'est pourquoi nous refusons cette procédure bidon qui méprise les citoyens. Et nous refusons qu'en même temps que ces déchets, on enfouisse la vérité sur les désastres à venir.

ENFOUISSEMENT DES DÉCHETS NUCLÉAIRES :
CETTE FOIS TOUT LE MONDE EST CONCERNÉ ...
MÊME LES AUTRUCHES !



Car la pollution probable du bassin de la Seine, les convois hautement radioactifs qui sillonne(ro)nt le pays, ça nous regarde tous. Certains de ces déchets ont peut-être été produits tout près de chez vous... Chaque nouveau fût radioactif confirme qu'il faut sortir du nucléaire au plus vite.

Alors, pour lutter contre la politique de l'autruche, vous aussi, participez à notre campagne "De la mine aux déchets : tous concernés !".

Rendez-vous sur :
www.sortirdunucleaire.org/tous-concernes !

Le Réseau "Sortir du nucléaire"

Mentions légales :

Revue trimestrielle "Sortir du nucléaire" n°58
Été 2013. Date de dépôt légal : à parution.
Abonnement pour un an : 12 € (4 numéros).
Abonnez-vous ou réabonnez-vous sur :
<http://boutique.sortirdunucleaire.org>
Ou courrier à : Réseau "Sortir du nucléaire"
9, rue Dumenge - 69317 Lyon Cedex 04
(chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire")
Directeur de publication : Patrice Bouveret.
Rédaction en chef : Xavier Rabilloud.
Corrections : Myriam Battarel.
Maquette : W. Quénu.



CPPAP : 06 013 G 83296 — ISSN : 1276-342 X
Tirage : 16 500 exemplaires.
Imprimé par Brailly (69) sur papier 100 % recyclé
avec des encres à base végétale.

Retrouvez toute l'actualité sur :
www.sortirdunucleaire.org

La reproduction d'articles est autorisée et vivement
conseillée sous réserve d'en indiquer la source et le
nom des auteurs.

En supplément à ce numéro : 1 bulletin de réabonnement, 1 autorisation de prélèvement,
1 supplément "Atomes crochus - Argent, pouvoir et nucléaire - n°2"

Actions sur les routes du nucléaire...

Le jeudi 26 avril, jour anniversaire de la catastrophe de Tchernobyl, le Réseau "Sortir du nucléaire" a lancé une nouvelle campagne nationale "Nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés".

L'uranium est la pierre angulaire du système nucléaire. Mais derrière ce minerai se cache une industrie sale, polluante et non maîtrisée de la mine jusqu'aux déchets. Extraction, transformation, enrichissement, combustion, retraitement, utilisation militaire... chaque étape de la chaîne du combustible engendre des pollutions radioactives, génère tous les jours des transports dangereux, expose les populations à des risques majeurs et produit des déchets qui resteront radioactifs et nocifs pendant des milliers d'années.

Parce que l'industrie nucléaire est partout et que nous sommes toutes et tous d'ores et déjà affectés par les pollutions qu'elle génère, nous sommes toutes et tous concernés, de la mine jusqu'aux déchets.

Comme eux, barrez la route à l'uranium !

Le week-end d'actions du Chernobyl-Day fut l'occasion pour de nombreux groupes de s'emparer du mot d'ordre lancé par l'association : "Ensemble, barrons la route à l'uranium" et de lever le voile sur la route secrète de l'uranium. Voici quelques exemples d'actions dont nous vous invitons à vous inspirer pour vous mobiliser près de chez vous.

Sur la route de l'UF4 à l'UF6

Chaque jour, 60 tonnes d'uranium quittent la Comurhex Malvézi, près de Narbonne pour rejoindre la Comurhex Pierrelatte sur le site du Tricastin, dans la Drôme. Pour dénoncer le risque que font peser ces deux installations sur le Languedoc-Roussillon, ainsi que les transports d'UF4 qui empruntent chaque jour l'autoroute A9, les militants de SDN 11 et SDN 34 se sont mobilisés. À Narbonne, ils étaient une quinzaine à se relayer, malgré le vent, le froid et l'humidité, à la barrière de péage Croix-Sud, afin de faire découvrir aux automobilistes que l'Aude est la porte d'entrée du nucléaire français. À Montpellier, c'est au milieu de milliers de supporters de rugby, que les militants se sont retrouvés pour distribuer des tracts, armés de banderoles "Barrons la route à l'uranium" et panneaux informant les passants sur les installations nucléaires proches de Montpellier et les transports qui longent chaque jour l'agglomération.

Sur la route des centrales

Le collectif "Stop transports – Halte au nucléaire" a quant à lui bloqué la circulation dans le centre-ville de Strasbourg. Les militants y ont déployé une

banderole exigeant l'arrêt "définitif, maintenant" de la centrale de Fessenheim. Au mégaphone, ils se sont expliqués auprès des automobilistes immobilisés : "Si jamais il y avait un accident à Fessenheim, vous ne seriez pas bloqués quelques minutes, mais indéfiniment ! Jamais vous ne pourriez rentrer chez vous. Ce serait définitif."

Sur la route des déchets

À Amiens et Paris, c'est contre les convois de déchets que les militants se sont rassemblés. Le CLAN Picard s'est activement mobilisé puisque ce sont pas moins de trois actions qui ont été organisées en trois jours à Amiens. Le vendredi, ils étaient présents devant l'agence d'EDF avec des panneaux exposant les cartes de France des installations et des transports nucléaires. Le samedi, ils se sont littéralement étalés devant le parvis de la gare et ont organisé une inauguration de la "route secrète du nucléaire" avec deux élus locaux pour dénoncer les convois de déchets passant par la gare d'Amiens. Le dimanche, ils ont clôturé le week-end par un pique-nique en baie de Somme.

À Paris, SDN Paris, accompagné de militants de Greenpeace et des Colibris, a interpellé le public parisien et les voyageurs en transit sur les dangers de l'industrie nucléaire et sur les nombreux transports de déchets qui traversent chaque semaine l'Île de France en secret.



© Thomas Cousinou

À Narbonne, les automobilistes ne pouvaient pas ignorer sur quelle route ils se trouvaient...

Devant la gare Montparnasse à Paris, les voyageurs ne pouvaient pas rater le message !



© Olive Lou

Pour en savoir plus sur cette nouvelle campagne et agir à nos côtés, rendez-vous sur notre site <http://groupes.sortirdunucleaire.org/tous-concernes>. Vous y découvrirez une vidéo de 3 mn retraçant la chaîne du combustible, ainsi que de nombreux articles qui vous donneront les clefs pour tout comprendre sur l'industrie de l'uranium.

La fin de l'impunité de la Comurhex a sonné !

Depuis la fermeture des mines françaises, notre pays se fournit en uranium à l'autre bout de la planète. Après avoir été acheminé vers les ports français, principalement au Havre, l'uranium va être transporté et transformé de nombreuses fois avant d'être utilisé dans les réacteurs. Première étape de ces multiples transformations : la conversion du "yellowcake" en UF₄ à la Comurhex Malvésí, près de Narbonne.



© Laura Hémeryaux

Cette société a été créée en 1971 par la fusion de deux sociétés préexistantes (SUR et SUCP). Elle appartient au groupe Areva. Elle intervient dans l'amont du cycle du combustible nucléaire. Alors que l'usine manipule des radionucléides et des produits chimiques extrêmement nocifs, les risques de ces procédés ont pendant longtemps été sous-évalués et l'usine a pollué la région de Narbonne en toute impunité. Mais aujourd'hui de nombreuses voix s'élèvent pour mettre fin à des années de pollution et de scandales sanitaires passés sous silence.

Qu'est ce que l'UF₄ ?

Le procédé de conversion est un procédé complexe. Il s'agit de dissoudre le concentré d'uranium (yellowcake) dans de l'acide nitrique afin d'obtenir un produit liquide : le nitrate d'uranyle. Le concentré est ensuite purifié, et débarrassé de l'azote qu'il contenait. Enfin, du fluor est injecté, formant ainsi du tétrafluorure d'uranium, dont la formule chimique est UF₄. Ces opérations terminées, la soupe qui en résulte va décanter dans des bassins à ciel ouvert qui laissent s'évaporer l'eau par l'action du soleil et du vent. Toutes ces manipulations transforment le concentré en une substance cristallisée et granuleuse, de couleur verte, qu'on appelle parfois le "sel vert".

Malvésí - usine



© André Paris

La porte d'entrée d'un quart du nucléaire mondial et de tout le nucléaire français

Il existe cinq autres usines équivalentes dans le monde : Canada, Chine, États-Unis, Royaume-Uni, Russie. La Comurhex traitant 26 % de la production mondiale, elle est loin d'être une usine locale. Elle est en fait la porte d'entrée d'un quart du nucléaire mondial et évidemment de la totalité du nucléaire français. Elle exporte 58 % de sa production : 21 % en Asie, 20 % aux USA, 17 % en Europe.

Une gestion des déchets désastreuse

Le procédé de purification de l'uranium produit des quantités importantes de déchets. Dans les bassins d'évaporation et de décantation sont entreposés les déchets radioactifs issus de ce procédé et des radionucléides artificiels (plutonium et américium) issus des activités industrielles passées du site. L'ASN a demandé à l'exploitant de proposer des solutions de gestion à long terme des déchets radioactifs entreposés sur le site. Il n'en existe à ce jour aucune... évidemment !

Une usine à haut risque chimique

L'usine Comurhex est une ICPE (installation classée pour la protection de l'environnement), classée "Seveso" du fait des risques chimiques et toxiques qu'elle implique. Le procédé d'évaporation et de décantation dans des bassins pollue fortement les airs et les sols, et on ne compte plus les divers incidents et accidents qui s'y sont produits, déversant de la radioactivité dans l'environnement.

Mais l'époque de l'impunité de la Comurhex semble révolue puisque l'exploitant a été condamné une audience avait lieu contre la Comurhex pour des faits commis entre le 21 août et le 25 août 2009. Le tribunal a condamné l'exploitant à 60 000 euros d'amende dont 20 000 avec sursis pour "déversement de substances nuisibles dans les eaux souterraines, superficielles ou de la mer".

L'usine contamine également ses salariés et plusieurs cas de leucémie ont été dénombrés chez des anciens travailleurs de l'installation. Retrouvez en page suivante le témoignage de Michel Leclerc qui est parvenu à faire reconnaître sa maladie comme maladie professionnelle.

Un risque nucléaire négligé pendant de nombreuses années

Le procédé de transformation produit des effluents liquides contenant des boues nitratées chargées en uranium naturel. Ces effluents sont décantés et évaporés dans des lagunes. La boue est entreposée dans des bassins et le surnageant est évaporé dans des lagunes d'évaporation.

Fait très étonnant, alors que l'usine manipule depuis ses débuts des matières nucléaires, le risque nucléaire n'a jamais été pris en compte et celle-ci n'a jamais eu le statut d'installation nucléaire de base (INB). Jusqu'en 2009, l'ensemble de l'usine était soumis au régime des ICPE "Seveso seuil II". Mais, suite à des analyses menées par l'ASN, il s'est avéré que deux des bassins d'entreposage des boues contenaient des radioéléments artificiels issus du traitement d'"uranium de retraitement" (extrait de combustible nucléaire usé) en provenance du site de Marcoule. En vertu de la nomenclature des installations nucléaires de base du 11 mai 2007, ces deux bassins auraient dû relever du régime des INB, bien plus contraignant que celui des ICPE.

La Comurhex a pourtant attendu une injonction de l'ASN pour engager une procédure de mise en conformité. L'ASN a pris le 22 décembre 2009 une décision qui a fixé au 31 décembre 2010 la date limite pour le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation de création d'INB couvrant les bassins de traitement et d'entreposage B1 et B2 et définissant l'encadrement juridique de ces bassins dans l'attente du décret d'autorisation de création. Le dossier de demande d'autorisation est toujours en cours d'instruction par l'ASN.

Le Code de l'environnement punit de trois ans d'emprisonnement et de 150 000 euros d'amende

l'absence d'autorisation d'une installation nucléaire. Bien que l'exploitant soit aujourd'hui en phase de régularisation, les bassins n'ont pas été soumis pendant plusieurs années à la réglementation contraignante attachée aux INB alors qu'ils auraient dû l'être. Nous nous interrogeons également sur la nécessité de reclasser d'autres parties, voire toutes, de l'installation.

Pour faire cesser cette impunité, le Réseau "Sortir du nucléaire" a déposé une plainte afin que l'exploitant soit condamné. Affaire à suivre...

Laura Hameaux

Malvésí - lagunes



© Anriette Paris

Quand un salarié fait plier Areva

Michel, tu es un ancien salarié de la Comurhex, peux-tu m'en dire plus sur tes années passées dans l'installation ?

J'ai travaillé pour l'entreprise SERCI, sous-traitant de la Comurhex, de 1980 à 1984, d'abord intérimaire jusqu'en 1982 puis en CDI. Mon travail en tant que mécanicien industriel consistait à réparer les fours, les convoyeurs, les pompes et compresseurs, démonter et remplacer la tuyauterie, souder, ainsi qu'à entretenir et réparer du matériel roulant.

Dans cette usine, la radioactivité est partout présente. La Comurhex a traité de l'uranium déjà utilisé en centrale nucléaire jusqu'en 1983.

Nous avions un suivi médical spécifique : analyses d'urine tous les 15 jours (en arrivant le lundi matin), analyses de sang tous les six mois avec visite médicale.

Tu as ensuite contracté une maladie. Peux-tu m'en dire un peu plus ?

En 1983, j'ai commencé à me sentir fatigué, en octobre, épuisé physiquement, j'ai demandé à mon médecin de me faire hospitaliser pour un bilan ; les médecins ne trouvent rien. Je reprends le travail et en février 1984, toujours affaibli, je consulte au CHU de Montpellier (service maladies du sang, car mes globules blancs étaient augmentés); les médecins ne trouvent toujours rien ! Je reprends le travail à la Comurhex, puis pour des raisons familiales je quitte cet emploi en juin 1984. Suit une période de très grande fatigue, toujours incomprise par les médecins. En 1991, suite à une intervention bénigne, la fatigue s'accroît encore de manière inexplicable. J'insiste pour avoir un bilan de santé complet et là, on me diagnostique une leucémie myéloïde chronique. J'ai 40 ans, je suis effondré.

Les médecins font alors le lien entre la maladie et mon emploi au contact de l'uranium. Je demande alors une prise en charge en maladie professionnelle au tableau 6 (spécifique à l'uranium), qui est reconnue le 28 avril 1992.

Commence alors un long combat, n'est-ce pas ?

Il me faut alors tout combattre en même temps : la maladie, les demandes administratives...

Fin 1992, le médecin du travail de la Comurhex me dit qu'en avril 1983 mes analyses d'urine montrent un dépassement dans le dosage d'uranium, mais que ce n'est pas grave. J'apprendrai plus tard, en récupérant mon dossier médical de manière romanesque, qu'en fait il y a eu plusieurs dépassements et que celui d'avril 1983 est très élevé puisqu'il chiffre à 330 microgrammes d'uranium par litre d'urine, soit 10 fois la dose normale. On ne m'en a pas informé à l'époque, et il n'y a plus de résultats d'analyse de sang dans mon dossier médical depuis cette date !

En novembre 1993 une greffe de moelle osseuse me sauve la vie. Je mettrai plusieurs années à m'en remettre et garde une santé fragile.

En 1995, je commence le combat juridique au TASS (Tribunal des Affaires de Sécurité Sociale) qui me donne raison en 1999 mais me renvoie au TGI (Tribunal de grande instance) pour l'indemnisation, TGI que je saisis en 2000.

Et c'est là que commence le bras de fer avec Areva ?

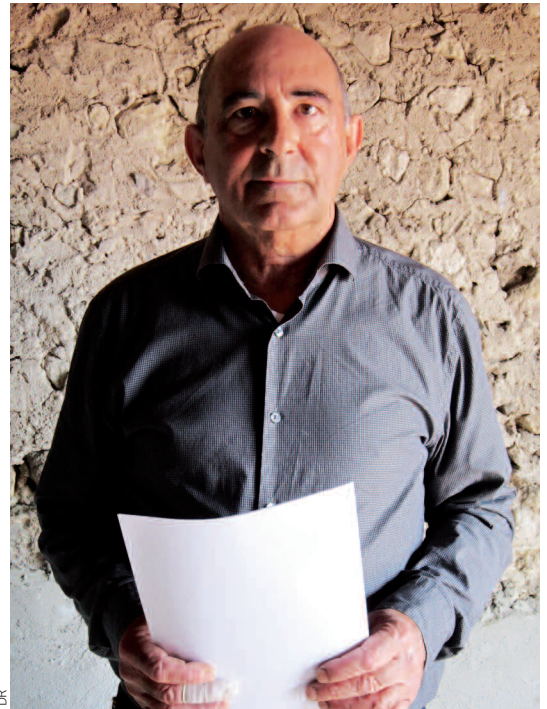
En 2006, après plusieurs renvois, lors d'une expertise, une visite décidée par l'expert doit se passer dans l'usine Comurhex ; je fais appel à Bruno Chareyron de la CRIIRAD. Il m'accompagnera à cette réunion d'expertise, l'expert nommé par le tribunal étant d'accord. Nous passons le poste de garde mais le directeur de l'usine lui interdit l'entrée. J'y vais donc seul et me retrouve isolé face à une trentaine de personnes de la Comurhex. Cela se passe très mal, je ne peux pas m'exprimer et ne suis pas écouté.

Nouvelle audience au TGI de Narbonne en mars 2009, là je reçois un soutien important de militants dont la Confédération Paysanne, les Écologistes de la Narbonnaise, Europe Écologie, Greenpeace, Pais Nostre, le Réseau "Sortir du nucléaire", les Verts, la CRIIRAD.

Suite à cette audience, nous obtenons l'annulation de l'expertise de 2006 et un nouvel expert de l'hôpital Nord de Marseille est nommé.

Malgré toutes ces difficultés, tu n'as pas renoncé et la Comurhex a été condamnée en première instance. Où en est le dossier aujourd'hui ?

Nouvelle audience au TGI mi-mars 2012, verdict rendu le 15 juin 2012 : le tribunal me donne raison, la justice reconnaît que j'ai été irradié parla



DR

Comurhex. Dans son jugement, le Tribunal de grande instance de Narbonne "déclare la Comurhex entièrement responsable de la leucémie myéloïde chronique" m'ayant affecté. Les juges estiment en effet que "des microparticules d'uranium ont pénétré dans l'organisme par inhalation, absorption digestive et/ou sous forme soluble par passage cutané". Plus encore, ils affirment que "l'exposition aux radiations ionisantes est le facteur exclusif ayant provoqué la maladie".

Depuis, la Comurhex a fait appel devant la cour de Montpellier. Il m'a fallu prendre un avoué et un médecin-expert car le tribunal a nommé un expert pour évaluer les préjudices subis pour être indemnisé.

Avec le recul, quelles conclusions peux-tu tirer de ces années de luttes ?

Je ne suis pas la seule victime de la Comurhex, j'en ai rencontré plusieurs, le dernier en 2012, un gardien. Les syndicats ne nous aident pas, cela est fort regrettable ; certaines victimes ne veulent pas me rencontrer et restent malades seules dans leur coin.

Pendant ces années de lutte, j'ai eu le soutien de personnes sincères et formidables, je ne les cite pas mais elles se reconnaîtront.

As-tu quelque chose à ajouter ?

C'est dur de se battre pendant tout ce temps (30 ans), il faut être téméraire, tenace et ne rien lâcher, jamais.

Mais tu as gagné, ou presque... Preuve qu'en luttant on peut obtenir des victoires, mais en effet il ne faut rien lâcher. Merci Michel pour ce témoignage et porte-toi bien !

Propos recueillis par Laura Hameaux

Avec une ténacité et un courage exemplaires, Michel Leclerc, ex-salarié de la Comurhex, lutte pour faire reconnaître sa maladie professionnelle.

Pour continuer à agir, votre Réseau a besoin de **VOUS** !

Contexte économique difficile oblige, comme le secteur associatif dans son ensemble, nous subissons une baisse de nos ressources. La participation de chacun-e compte pour que nous poursuivions notre combat contre le nucléaire !

Plus de 80 % de nos ressources proviennent des dons de nos sympathisant-e-s, le reste étant assuré par notre boutique en ligne et la vente de matériel militant ; notre action repose sur votre générosité, et nos victoires dépendent des moyens dont nous disposons. Plus que jamais, en soutenant la lutte antinucléaire par un don, vous faites une action militante !

Sans vos dons, notre combat serait impossible

Le 9 mars 2012, la Chaîne humaine à Paris a mobilisé 20 000 personnes pour dire non au nucléaire et a connu un écho important dans tous les médias nationaux aux heures de grande écoute. Alors qu'un pseudo débat sur la politique énergétique de la France est en cours, le Réseau, grâce à ses sympathisants et ses donateurs, mobilise ses forces pour sensibiliser le plus grand nombre à notre lutte commune !

Le 26 avril 2013, lors du Chernobyl Day, le Réseau lançait sa campagne nationale, "Nucléaire : de la mine aux déchets, tous concernés !" (voir page 5). À destination du grand public, une vidéo dénonçant le concept de cycle vertueux du combustible prôné par le lobby nucléaire a déjà été diffusée par plus de 11 000 personnes. Dans le cadre de cette campagne, de nombreuses actions de sensibilisation sur le terrain sont organisées par les groupes membres ou les sympathisant-e-s du Réseau le long de la route de l'uranium. De l'information à la mobilisation, il n'y a qu'un pas !

Grâce au soutien des donateurs, des initiatives locales telles que les conférences, les stands, les colloques, sont soutenues par le Réseau, mais aussi des actions de terrain tels la Marche sur la route de l'uranium ou le Jeûne International à Paris contre le nucléaire militaire. Autant d'actions qui ne sont possibles que grâce à la générosité de nos donateurs. Nous avons également apporté un soutien actif et concret à l'organisation des manifestations d'octobre 2012, mobilisant plusieurs milliers de personnes.

La stratégie de guérilla juridique du Réseau "Sortir du nucléaire" s'est renforcée au fil des différentes affaires dévoilées par les associations locales et notre comité juridique. Plus d'une trentaine de procès sont en cours à l'encontre d'Areva, d'EDF et du CEA. Dernièrement, nous avons obtenu une nouvelle victoire juridique suite à la condamnation de la société Socodei pour violation des prescriptions techniques édictées par l'ASN dans son usine Centraco (Gard). En septembre 2011, cette installation avait été le théâtre d'une terrible explosion qui avait causé la mort d'un travailleur du site.

Nous comptons sur vous !

Dans ce contexte économique tendu où chaque euro compte, le don prend toute sa dimension de participation cruciale à notre lutte pour la sortie urgente du nucléaire.

N'oublions pas que l'État est actionnaire majoritaire d'Areva et d'EDF, et contrôle le CEA... Ne laissons pas nos impôts financer ces projets insensés que sont l'EPR de Flamanville, les travaux de rafistolage de Fessenheim, ou la construction de la poubelle nucléaire à Bure !



© Woodley Warden Works

Soutenir financièrement notre combat, c'est agir

En soutenant le Réseau "Sortir du nucléaire", vous dites non au nucléaire civil et militaire. Vous agissez concrètement contre cette industrie polluante, antidémocratique, chère et dangereuse. Et si vous êtes imposable, votre don est déductible à 66 % de vos impôts, qui financeront d'autant moins la poursuite de cette politique énergétique aberrante.

Votre soutien et votre engagement à nos côtés nous sont indispensables pour poursuivre nos actions. Ensemble, poursuivons notre combat !

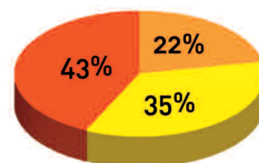
Pierric Duflos,

administrateur bénévole et trésorier

Baptiste Coll

responsable gestion et collecte de fonds

Comment mon don est-il utilisé ?



- Actions et Mobilisations
- Information grand public
- Fonctionnement de l'association

Comment vous envoyer mon don ?

Pour nous soutenir, vous pouvez remplir le coupon prévu à cet effet, et nous envoyer votre don, ponctuel ou régulier, grâce à l'autorisation de prélèvement fournie, via l'enveloppe T ci-jointe, ou bien faire un don en ligne sur www.sortirdunucleaire.org. Votre abonnement est également important pour nous : si vous souhaitez recevoir notre revue, n'oubliez pas de vous (ré)abonner !

Après Stop Fessenheim et Stop Bugey... Stop Tricastin !

À l'initiative de Sortir du nucléaire Drôme Ardèche, Greenpeace, les Comités Antinucléaires (CAN) Bouche du Rhône (13) et Vaucluse (84), Avenir à Avignon, les Amis de la Terre, des militant-e-s du Gard, des élus locaux, etc. vient de se créer le collectif Stop Tricastin.

Chacune des organisations a adopté la charte du collectif pour une fermeture immédiate du site. Un livre noir du Tricastin sera publié et une lettre d'information trimestrielle, dont la première a été tirée à 25 000 exemplaires, sera distribuée à la population, aux élus et aux médias.

Le site nucléaire du Tricastin, le plus vaste d'Europe, est constitué d'une centrale de quatre réacteurs de 900 MW fonctionnant au plutonium (MOX) et de multiples usines chimiques classées Seveso.

Ayant dépassé les trente années de fonctionnement, Tricastin fait l'objet d'une intense campagne d'EDF pour prolonger son activité, alors que se multiplient les incidents et accidents et que la cuve du réacteur n81 présente une vingtaine de fissures. Dans cette centrale, entre Montélimar (26) et Avignon (84), un accident nucléaire impacterait 2 600 000 habitants dans un rayon de 100 km.

Le collectif Stop Tricastin a été officialisé le 26 avril dernier, date anniversaire de Tchernobyl, par l'occupation pacifique de la mairie de Montélimar et l'interpellation du député-maire UDI Franck Reyniers, connu pour ses positions pro-nucléaire et pour être avare d'informations sur la gestion d'un accident nucléaire.

En début d'après-midi, les membres du collectif ont rejoint au Tricastin l'arrivée de la "Marche pour la Vie" initiée par le CAN 84. Plus de 200 personnes ont participé à cet événement qui avait démarré le 15 avril de Cadarache, un autre des sites dans la mire du collectif.

Parmi les actions à venir, une participation active à la nouvelle campagne du Réseau "Sortir du nucléaire" sur la "chaîne du combustible" et la route de l'uranium qui traverse la région Rhône-Alpes.

Lancement de la lettre d'infos

Cette première lettre, volontairement généraliste, est parue pour la manifestation à Montélimar et l'arrivée de la marche le 26 avril dernier.

Elle énonce les quatre raisons majeures pour lesquelles nous voulons la fermeture immédiate du Tricastin :

- ◆ la plus grande concentration d'industries nucléaires et chimiques de France : risques maximum
- ◆ risques sismiques et d'inondation
- ◆ vieillissement des installations
- ◆ l'insuffisance du Plan Particulier d'Intervention (PPI)



© Collectif Stop Tricastin

Les autres lettres seront déclinées par thèmes en fonction des populations visées (travailleurs du nucléaire, agriculteurs et viticulteurs, élus) des campagnes ou des actions menées. Le financement sera assuré par les membres du collectif.

L'émission Atomic-Mac sur Radio Méga (99.2)

Il s'agit d'une émission coordonnée par SDN 26/07 sur la fréquence de Radio Méga à Valence (26). Elle est effective le premier lundi de chaque mois de 12h15 à 13h depuis le 1^{er} juillet 2012. Un groupe d'une dizaine de militant-e-s participe à la rédaction des billets, aux interviews et à la technique.

Enregistrées pour les deux premières, les émissions sont maintenant en direct et le déroulé (deux ou trois billets de 3 mn, chansons, interview de 30 minutes, agenda) semble convainquant.

Elles permettent à plusieurs d'entre nous de réfléchir à notre action, d'écrire des articles et d'organiser des rencontres avec des acteurs de la lutte antinucléaire (R. Granvaud pour son livre sur Areva en Afrique, R. Desbordes et B. Chareyron de la CRIIRAD, D. Lalanne de Armes nucléaires STOP, P. Guiter de SUD-Rail, L. Hameaux du Réseau "Sortir du nucléaire", F. Marillier de Enercoop, J. Peyret pour son livre sur le mouvement antinucléaire, le groupe Réaction en chaîne humaine avec C. Hasse, et P. Billard pour la sous-traitance).

Nous avons le projet de podcaster nos émissions pour les diffuser plus largement et établir des partenariats avec d'autres radios pour élargir notre audience.

N'hésitez pas à nous joindre pour un échange d'enregistrements.

Contacts

Collectif Stop-Tricastin :
contact@stop-tricastin.org
 lettre téléchargeable sur :
www.sdn26-07.org/blog/index.php?pages/Collectif-STOP-TRICASTIN

Atomic Mac :
 Dominique Malvaud
dom7526@gmail.com
 06 72 07 76 42
 Alain Volle
alainvolle26@gmail.com
 06 85 12 40 62



© Collectif Stop Tricastin

Un PPI (Plan Particulièrement Illusoire) à Toulon

Les 28 février et 1^{er} mars avait lieu à Toulon le PPI, Plan Particulier d'Intervention. Des réacteurs nucléaires étant présents sur l'arsenal de Toulon, en centre-ville, cet exercice est obligatoire.

La zone d'application de ce plan concerne les villes de Toulon, La Seyne et Ollioules soit plus de 230 000 habitants. Pour 2013, le lieu d'exercice est le quartier du port marchand soit environ 3000 habitants concernés. L'objectif officiel de cet exercice est d'être prêt à réagir en cas de réel accident. Jadis, les pouvoirs publics abusaient les citoyens français en attestant que les réacteurs nucléaires étaient absolument sûrs. Aujourd'hui, l'accident nucléaire majeur étant de plus en plus probable, ils tentent de faire croire aux riverains des cœurs de réacteurs que les situations post-accidentelles sont maîtrisables. Dans ce but, ils ont institué les PPI.

À l'appel du Collectif Varois "Sortir du nucléaire", nous sommes donc une dizaine de citoyens venus le 1^{er} mars se promener sur le quartier du port marchand voir à quoi ressemblerait Toulon en cas d'accident nucléaire.

Vers 11h, nous arrivons et croisons des gens qui marchent, qui promènent leur chien, ou sont au volant de leur voiture. Personne n'est au courant de cette simulation d'accident. Nous allons donc voir les commerçants, l'un d'eux a vu des policiers en blanc mais ne sait pas ce qu'il se passe. Il semble que le mot d'ordre de ce PPI soit la discrétion.

Nous allons donc voir des lieux où nous sommes sûrs que les personnes seront au courant et pourront nous expliquer les consignes reçues. Et non ! À l'accueil de la piscine, on sait qu'il se passe quelque chose aujourd'hui, des clients ont appelé pour savoir si la piscine était ouverte mais aucune information officielle n'est arrivée jusqu'ici. Que faites-vous s'il y a un vrai accident ? Une seule réponse : "Je ne sais pas". Et c'est pareil à l'annexe municipale, la mairie n'a même pas réussi à prévenir ses propres services. Au Pôle-Emploi, on sera (ir)radié !

Nous croisons une habitante du quartier, elle est bien au courant, elle a reçu un courrier 15 jours avant l'accident simulé. Si ce n'est pas de la réactivité que d'écrire à tous les habitants avant même que le supposé accident arrive... On lui a également téléphoné pour la prévenir le matin même, et l'informer qu'elle devait aller chercher ses pastilles d'iode à l'école. Il semble enfin qu'il y ait une action concrète. Mais cette dame nous dit qu'elle n'a pas eu ses pastilles d'iode car l'école était fermée à son arrivée ; elle rentre chez elle, contente de sa promenade et de notre rencontre.

N'oublions pas qu'en cas d'accident nucléaire, la première consigne est de rester confiné chez soi.

À Toulon, cette consigne devient "sortez tous chercher votre pastille d'iode".

Après cette balade instructive en zone contaminée, nous quittons le quartier et croisons les policiers dans leur combinaison blanche, légèrement déchirée, faudra revoir la qualité si nous voulons garder des policiers vaillants en cas de crise. Ils semblent détendus et parlent de cette journée avec humour et ne sont pas dupes quant à son utilité. Ils nous expliquent leur mission : renvoyer les gens chez eux s'il y a la sirène et porter un masque !

Heureusement, l'exercice avait lieu pendant les vacances scolaires, ça fera une chose de moins à gérer !



Le PPI de Toulon, un exercice...
de communication !
(ici, le PPI de 2010)

Ce PPI rappelle que le risque nucléaire est bien présent à Toulon avec des sous-marins propulsés par des réacteurs de 48 MW, soit 20 fois moins puissants que les réacteurs de nos centrales (environ 1000 MW) ou de Tchernobyl et Fukushima. Mais les conséquences d'un accident nucléaire à Toulon dépasseront sûrement les frontières du port marchand et de Toulon.

À quoi servent donc les PPI ?

- ◆ Ils servent, après une catastrophe réelle, à disculper tous les responsables des sites industriels et les pouvoirs publics.
- ◆ Ils servent à mettre en condition la population riveraine d'installations dangereuses en lui faisant accepter la menace permanente qu'elle subit.
- ◆ Ils servent à vanter une sûreté nucléaire illusoire.

La seule solution pour vivre en toute tranquillité est de sortir du nucléaire civil et militaire !

Collectif Varois Sortir du nucléaire
sdnvar@yahoo.fr

Ça bouge dans le Réseau !

Quelques moments forts sur le terrain

Impossible de parler de tout, mais voici en bref quelques temps forts passés ou à venir, en complément des actions mises en lumière dans les autres pages de cette revue.

Pour alimenter cette rubrique, merci d'écrire par e-mail à Jocelyn Peyret.

Contact : mobilisations@sortirdunucleaire.fr

15-21 juillet : "L'impossible procès" au festival d'Avignon

Après une première tournée de printemps accueillie par une trentaine d'associations du Réseau, Brut de béton production participe au festival d'Avignon du 15 au 21 juillet. Représentation tous les jours à 16h30 précises au Grand Théâtre (connu comme salle polyvalente) de Montfavet (à 10 mn en bus d'Avignon).

La mobilisation des associations anti nucléaires de la vallée du Rhône ainsi que du secteur socio culturelle avignonnais, des partis et syndicats antinucléaires doit permettre de remplir cette salle de 500 places.

La seconde partie du procès accueille les témoignages de personnes revenant de Fukushima, de Tchernobyl, de scientifiques, de victimes et d'associations portant plainte contre le lobby nucléaire français.

Renseignements au 06 08 23 60 20



© Marc Saint-Arnaud

Quand certains s'étonnent de la méfiance, de la défiance grandissante envers la parole publique et les élus, la FD Grand-Est et ses composantes regardent la réalité en face et martèlent que pour que les choses changent il faut se faire voir et entendre. Comme ce fut le cas ce 4 février où la ministre et le beau linge présent ont pu voir et entendre à l'intérieur et à l'extérieur où les attendaient, sous la thématique de Jeanne d'Arc la locale, plusieurs dizaines de citoyens et citoyennes aussi remontés que les bourrasques de vent et pluie.



DR

À Bure, une visite ministérielle qui en a dit long

Le 4 février, Delphine Batho ministre de l'Ecologie etc., etc., s'est rendue à Bure. La "Fédération Grand-Est STOP déchets nucléaires" voulant en avoir le cœur net sur l'accord PS-EELV (abandon du projet d'enfouissement des déchets nucléaires en cas de victoire électorale) a dû ferrailler pendant une semaine pour faire accepter que le changement c'était aussi et surtout entendre le peuple, via ses associations, et non plus seulement les huiles locales cravatées.

La FD, qui avait également convié un représentant de la fédération lorraine Mirabel, a donc rencontré la déléguée gouvernementale et son staff. Sans fioriture aucune, la première question allait donner le "la" : le président Hollande met en avant changement et moralisation de la vie publique, or nous vivons ici depuis des années un vice démocratique et éthique majeur, l'achat du silence - ou des consciences - par une débauche d'argent ; venez-vous annoncer, enfin, la fermeture du robinet ? Réponse évasive, retour sur la question, et la voix de son maître d'annoncer : "non" ! La suite de la rencontre était du même bidon (pardon, tonneau) et le bilan aux journalistes qui se pressaient à la sortie fut des plus clairs : pi-toy-yable... en ce domaine, Hollande = Sarkozy !

Perturbations à la SFEN

Le 3 avril 2013 à la salle Wagram à Paris, le collectif des Désobéissants a perturbé la conférence annuelle de la Société Française d'Énergie Nucléaire (SFEN), en présence du PDG d'AREVA Luc Oursel. La ministre de l'Ecologie Delphine Batho était également attendue, mais elle a annulé son intervention au dernier moment, en ayant appris la présence des militants antinucléaires.

Les militants des Désobéissants dénonçaient la mascarade que constitue le "débat sur la transition énergétique", sans réduction du nombre de réacteurs nucléaires dans notre pays, alors même que l'EPR de Flamanville est en construction. Cette convention de la SFEN faisait partie intégrante du débat sur la transition énergétique organisé par le gouvernement, ce qui montre le cynisme total des partisans du tout nucléaire. Ce pseudo-débat n'évoque même pas la question des économies d'énergie, source prioritaire de changement pour lutter efficacement contre le réchauffement climatique.

Une vidéo de l'action est visible sur le web :

1^{ère} partie :

www.youtube.com/watch?v=PgaolGO4gwg&feature=youtu.be

2^e partie :

www.youtube.com/watch?v=DYFULYoGHhA&feature=youtu.be

www.desobeir.net

Assemblée générale d'Abolition 2000

Du 17 au 19 avril s'est tenue à Édimbourg, sur l'invitation du Parlement écossais, l'assemblée générale annuelle d'Abolition 2000. L'Écosse demande au gouvernement britannique que la base des sous-marins nucléaires de Faslane soit transférée hors du pays. Cette revendication est de plus en plus forte compte tenu que les Écossais, qui voteront en 2014 pour une plus grande indépendance de leurs pays, souhaitent déclarer à cette occasion le pays "zone sans armes nucléaires".

Ce fut également l'occasion d'une nouvelle déclaration d'Abolition 2000 demandant l'interdiction mondiale de l'extraction de l'uranium. Une délégation des Avasupais, peuple vivant près du Grand Canyon en Arizona et menacé par de sinistres projets miniers (y compris AREVA) était également présente.

Sophie Morel, représentante du Réseau "Sortir du nucléaire" au sein d'Abolition 2000

Flash mob à la gare de Chambéry

Pour protester contre le nouveau passage d'un convoi transportant des déchets nucléaires en provenance de Sallugia (en Italie), les associations Greenpeace Chambéry et Sortir du nucléaire 73 ont appelé à se mobiliser le vendredi 15 mars 2013 à 13h pour une flash mob à la gare de Chambéry.



Les associations demandaient l'arrêt de ces transports de toxiques à travers la France et qui se déroulent encore dans la plus grande confidentialité. Au mépris de la sécurité des habitants et du personnel des chemins de fer.

Sortir du nucléaire 73, sdn73@no-log.org

Autoroute A7 : "Bienvenue à Nuclear'land"

Régulièrement une banderole BIENVENUE À NUCLEAR'LAND est présentée aux automobilistes qui descendent la vallée du Rhône, depuis un pont de l'autoroute A7.

Organisée par des militants de SDN 26/07 Valence, cette action a lieu en période de vacances scolaires et le samedi matin, alors que le trafic dépasse les 5000 voitures à l'heure. Visibilité assurée !

Contact : donon.agnes@wanadoo.fr

Un torii devant la centrale de Chinon

Le lundi 11 mars, le groupe local SdN-Touraine a commémoré la catastrophe de Fukushima devant la centrale de Chinon. En mémoire des innocentes victimes de l'atome, un torii * fut érigé devant l'entrée de la centrale. Sous de nombreux quolibets, les militants sont restés stoïques. Y compris sous les assauts du vent qui était bien froid.



Le 11 mars, les militants de SDN Touraine ont commémoré Fukushima devant la centrale de Chinon. ...

Pas question de laisser le Torii sur place. Il a été démonté au bout de deux heures, laissant le site propre, pas un déchet : l'industrie de la mort pourrait en prendre de la graine !

Philippe Gardelle, pour SdN-Touraine

* Torii : portail traditionnel japonais communément érigé à l'entrée d'un sanctuaire shintoïste, afin de séparer l'enceinte sacrée de l'environnement profane.

À Tours, hommage aux travailleurs victimes du nucléaire

Malgré la pluie incessante ce 1^{er} mai, nous nous sommes retrouvés à cinq militants place de la Liberté à Tours. Le but était de rencontrer des syndicalistes - notamment CGT - lors de la traditionnelle "Fête du travail" afin de leur montrer notre solidarité vis-à-vis des travailleurs du nucléaire qui bien souvent meurent empoisonnés par leur outil de travail. Nous avions à cette fin un article de presse consacré aux obsèques de Christian Verronneau, sous-traitant du nucléaire mort des suites d'un cancer, et dont la maladie a été reconnue comme maladie professionnelle par la CPAM... grâce au soutien du Réseau "Sortir du nucléaire".

Touraine sans nucléaire

Créer des liens avec les travailleurs du nucléaire, premières victimes de cette industrie, est important pour notre combat.



Du 26 au 28 avril, des groupes mobilisés pour le Chernobyl Day

Les 26-27-28 avril derniers, en France comme dans de nombreux autres pays, des milliers d'anti-nucléaires ont commémoré la catastrophe de Tchernobyl.

Chaque groupe mobilisé dans le Réseau a mis en œuvre l'action qui lui semblait la plus pertinente pour diffuser son message et toucher la population locale. D'une chaîne humaine à une occupation de mairie, les temps forts furent nombreux et donnèrent maintes occasions de dénoncer les risques du nucléaire.

Pour un grand nombre de militants ce fut aussi l'occasion de pointer du doigt les sites atomiques proches de chez eux et de participer au lancement de la campagne "De la mine aux déchets : tous concernés".

À Montélimar, cœur de la zone la plus nucléarisée d'Europe, le collectif Stop Tricastin a occupé la mairie de Franck Reynier, grand promoteur local de l'énergie nucléaire. Cette occupation par les militants locaux et des Désobéissants régionaux a duré un peu plus d'une heure, en conclusion de laquelle des membres du collectif reçurent la promesse d'une rencontre pour débattre des différentes positions et soumettre leur demande de fermeture immédiate du site du Tricastin, afin d'éviter toute nouvelle catastrophe humaine et environnementale.

Ce 26 avril, des militants déliaient un message clair devant la mairie du Havre : "Plus jamais ça !".



© EPLH - Roger Legrand

Alors qu'en baie de Somme certains protestaient en marchant au bord des plages normandes, 150 personnes se sont rejointes pour une chaîne humaine à La Ciotat (Var) et à Chorges (Hautes-Alpes) le long de la nationale 94. En musique, ils ont déambulé en scandant "Non au nucléaire, plus jamais ça !".

C'est totalement en accord avec ce slogan que le collectif Coquelipau (Pau, 64) a dénoncé que "27 ans après la catastrophe de Tchernobyl et deux ans celle de Fukushima le nucléaire tue toujours comme l'omerta qui entoure les victimes du nucléaire". Insistant sur l'accord qui lie l'OMS à l'AIEA pour tout sujet traitant du nucléaire, les militants demandaient entre autres l'arrêt de la construction du réacteur EPR à Flamanville et le désarmement nucléaire.

Plus au nord, à Melun (77) le CIREN a défilé de la Préfecture jusqu'au marché du samedi matin pour exiger la fermeture immédiate de la centrale nucléaire de Fessenheim et l'arrêt des travaux de Flamanville. Le CIREN a interpellé la préfète de Seine-et-Marne pour lui demander les mesures prévues pour l'évacuation des populations du département en cas de catastrophe sur la centrale de Nogent-sur-Seine, située à quelques kilomètres du département.

Un peu plus au nord de la Seine-et-Marne, une action a été menée pour dénoncer les transports de déchets et le passage de trains radioactifs sans qu'aucune information au public et aux cheminots ne soit faite en amont par la Préfecture.

En organisant des dizaines d'actions de sensibilisation et de commémoration en hommage aux victimes de Tchernobyl, de nombreux groupes ont ainsi participé au lancement de la campagne "De la mine aux déchets : tous concernés", afin d'informer la population des risques quotidiens que nous encourons avec la filière nucléaire, de A à Z !



© Marc Sarrin-Akornan

Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées devant la centrale de Golfech le 28 avril, avant d'assister à une représentation de la pièce de théâtre antinucléaire "L'impossible procès".

Des centaines de milliers de liquidateurs furent sacrifiés pour éteindre l'incendie du réacteur à Tchernobyl, permettant ainsi d'éviter un désastre total à l'échelle du continent. Pour ne pas les oublier, l'association Serènes Sereines, active en Aveyron, a organisé un temps de recueillement autour d'une stèle que les militants avaient pour l'occasion installée dans les jardins de la mairie.

Jocelyn Peyret

Nucléaire et crise de la démocratie au Japon

Vivant au Japon depuis 34 ans, Janick Magne est très impliquée dans la lutte antinucléaire. Elle se rend régulièrement dans la zone interdite autour de Fukushima, et a effectué une tournée de conférences en France au mois de juin 2013. Elle dresse ici un panorama de la situation au Japon début mai. Glacant...

Une augmentation des normes de radioactivité

Du 15 au 17 décembre 2012, l'AIEA tenait à Kôriyama, ville de 330 000 habitants dans la préfecture de Fukushima, une grande conférence ministérielle parfaitement illusoire et mensongère sur la sécurité nucléaire. Deux mois plus tôt, "Big Palette", l'impressionnant pavillon d'exposition qui abritait la conférence, accueillait encore des réfugiés de la zone interdite. Aujourd'hui, ils vivent dans des cités d'urgence à deux pas du pavillon d'expo. Paradoxe étonnant : à côté des réfugiés à qui il ne reste que les yeux pour pleurer, ces personnalités, dont la ministre de l'Environnement Delphine Batho, étaient là pour clamer qu'un accident nucléaire se résout fort bien.

J'étais venue pour manifester et j'avais sur moi, comme d'habitude, mon fidèle Gamma-Scout (compteur Geiger). En ville, j'ai noté des chiffres beaucoup trop élevés. Sur plus de 200 mètres, le long de l'avenue qui longe l'université de jeunes filles de Kôriyama, j'ai mesuré 1 μ Sv/h, ce qui ferait près de 9 mSv sur un an. Je lis sur le site de l'ANDRA : "les normes européennes de radioprotection imposent aux industries une exposition limitée du public à 1 mSv par an et par personne du fait de leurs rejets dans l'environnement". Cette année, dans la préfecture de Fukushima, la dose admissible pour la population est repassée à 20 mSv/an pour les petits et les grands comme on avait déjà voulu l'imposer en 2011. Pour le reste du Japon, c'est toujours 1 mSv.



© Ian Thomas/ASH

de la zone, lui, ne dépassera jamais 17 μ Sv/h. Les amis japonais que j'accompagne, venus prendre des mesures de leur propriété en vue d'un dédommagement espéré, explosent : "Avec des doses pareilles, comment peuvent-ils nous dire de revenir ?!". Nous sommes en combinaisons de protection blanches, couverts des pieds à la tête. Plus loin, près de la centrale où nous n'irons pas, les doses se calculent en millisieverts, parfois en dizaines, parfois en centaines de millisieverts par heure.

Les autorités ont installé une centaine de postes de mesure de radioactivité. Ils sont protégés par du grillage pour la simple raison que les gens en colère les détruisent souvent. Les chiffres sont toujours à la baisse par rapport à la réalité, et les lieux d'implantation sont systématiquement décontaminés au préalable. De plus, les appareils mesurent en hauteur, très au-dessus des chemins où les enfants marchent et jouent.

La centrale dans un état effrayant

Les bâtiments des réacteurs sont éventrés, on ne peut approcher de trois d'entre eux, dont il faut refroidir en permanence à l'eau froide les cœurs fondus, au petit bonheur la chance, puisque personne ne peut y entrer. Perchées au sommet des bâtiments en millions de morceaux, en millions de tuyaux et en millions de poutrelles, chargées de débris, les piscines de désactivation des combustibles usés, dont on se demande à chaque nouvelle

Ci-contre : 14 enfants ont porté plainte, exigeant de pouvoir être scolarisés en étant protégés des radiations. Leur plainte a été déboutée. Toshio Yanagihara (2^e à partir de la gauche), l'un de leurs avocats, tient ici une banderole "Protégez les enfants des radiations".



© Ian Thomas/ASH

Des chiffres

En février 2013, dans la zone interdite, à environ 2 km de la centrale, j'ai mesuré avec mon Gamma-Scout un peu plus de 35 μ Sv/h. Le petit compteur prêté par TEPCO au poste de contrôle à l'entrée

secousse sismique si elles tiendront encore longtemps, gardent dans leurs eaux troubles plus de 2000 tonnes de combustibles usés hautement radioactifs. Sur le site, il y a sept piscines en mauvais ou très mauvais état.

Et puis l'eau. L'eau de ruissellement qui descend des collines, 400 m³ par jour, et qui vient se contaminer au contact de la centrale et de l'eau de refroidissement des réacteurs, dans les soubassements de la centrale. Alors il faut pomper, et puis il faut la mettre quelque part, mais les réservoirs creusés à la hâte (d'immenses piscines bâchées) se sont mis à fuir. On est en train de les vider. D'autres réservoirs métalliques remplis d'eau radioactive s'entassent sur le site, on ne sait plus qu'en faire. On parle de 300 000 tonnes d'eau hautement radioactive, la quantité augmentant chaque jour. Subrepticement, on est en train de nous préparer à l'idée de tout reverser en mer.

Les capacités de stockage de l'eau contaminée par Tepco sont insuffisantes et un manque de réservoirs risque de survenir prochainement.



© Japan Times

Peu de chances d'amélioration

Un expert qui travaille sur la centrale vient de déclarer : "Tepco fonctionne au jour le jour. Ils n'ont pas le temps de penser à ce qui se passera demain, encore moins dans un an", tandis que le responsable de la nouvelle Autorité de sûreté nucléaire japonaise pense que "s'il y a un nouvel accident, on ne s'en sortira pas" ¹.

À deux pas de cet enfer, depuis le 1^{er} avril 2013, la superficie de la zone d'exclusion a diminué. Des villages sont ouverts pour la première fois depuis deux ans. La population est invitée à venir y passer quelques heures chaque jour si elle le souhaite. Mais pas à y dormir. En effet, la radioactivité y est encore élevée, et disposée en taches improbables : dans la zone, j'ai mesuré par exemple 2 µSv/h à l'entrée d'une maison et 10 µSv/h de l'autre côté de la rue, dans un petit bois. Les autorités nient les risques.

Impossible de revenir, impossible de partir, qui est responsable de quoi ?

M. Idogawa, maire récemment démissionnaire de la ville-fantôme de Futaba, qui accueille les réacteurs 5 et 6 de Fukushima-1, a annoncé à ses administrés qu'ils ne pourraient pas retourner chez eux avant 30 ans au plus tôt. Pour beaucoup d'entre eux, ça veut dire jamais. Dans une autre ville, le maire, conscient des risques et bravant les ordres, a décliné au nom des habitants l'invitation à retourner.

Un groupe de 14 enfants de Fukushima a porté plainte à la cour de justice de Sendai, réclamant leur droit à être évacués et à ne pas vivre dans un environnement radioactif. Leur plainte a été déboutée, même si le tribunal reconnaît la réalité des faits : le gouvernement ne peut pas être tenu pour responsable, partez si vous le voulez, leur a-t-on dit, mais à vos frais.

La responsabilité est une chose mal partagée à Fukushima : la société Tepco a depuis longtemps annoncé que les retombées radioactives ne la concernaient pas puisqu'elles appartiennent désormais aux propriétaires des lieux où elles se trouvent. Le gouvernement japonais, lui, a reconnu avoir utilisé les fonds d'aide aux sinistrés pour aider des entreprises ailleurs et sans rapport avec Fukushima.

Maladies

Les premiers cancers de la thyroïde chez des enfants se sont manifestés : trois cas déjà opérés, sept cas en observation. Les autorités prétendent qu'il n'y a pas de rapport avec l'accident même si les études épidémiologiques montrent qu'il n'existe statistiquement qu'un à trois cas de cancer thyroïdien pour un million d'enfants. Près de la moitié des 38 000 enfants examinés présentent des nodules de la thyroïde. Un porte-parole du gouvernement déclare qu'un plus grand nombre d'enfants sont atteints dans le reste du Japon, et les déclarations du Dr Shunichi Yamashita, spécialiste du risque radiologique et président de l'Association Japonaise de la thyroïde reviennent à l'esprit : la bonne humeur est le meilleur remède contre les radiations, les gens qui rient ne tombent pas malades ².



© Ian Thomas/Ash

Notes :

¹ : Cité dans The New York Times du 29 avril 2013 www.nytimes.com/2013/04/30/world/asia/radioactive-water-imperils-fukushima-plant.html?smid-go-share

² : Voir à ce sujet Thierry Ribault, "Fukushima : voici venu le temps de l'imposture scientifique", in "Rue 89 Planète", 11 septembre 2011

Deux types d'évacués

150 000 personnes ont évacué la zone d'exclusion, environ 200 autres ont évacué des villes et des quartiers hors de cette zone sur une base volontaire. La radioactivité dans ces villes est aussi élevée, voire parfois plus, que dans la zone interdite (hormis à proximité des réacteurs) mais lorsque partir ou rester est facultatif, les familles qui ont décidé de partir se retrouvent aujourd'hui sans aucune aide. Les enfants ne peuvent bénéficier d'un suivi médical que s'ils vivent dans le département. Les familles qui se sont réfugiées ailleurs n'ont plus ce droit et les services médicaux ont reçu l'ordre de ne pas examiner les personnes originaires de Fukushima.

Les évacués contraints qui avaient reçu une allocation d'un million de yens de Tepco ont dû les rembourser lorsque la société a décidé de mensualiser l'aide.



© Kimimasa Mayama Reuters

leur traitement, on les laisse donc sur place, éventuellement en les rassemblant quelque part : dans les cours d'école, le long des routes, dans des champs. Parfois, ce sont juste des bâches qui recouvrent des tas de débris radioactifs. J'en ai mesuré, sur la route et dans des jardins publics : entre 0,6 et 2 $\mu\text{Sv/h}$. Des villes à travers tout le Japon ont été sollicitées pour se partager les débris radioactifs mais les populations s'y opposant fréquemment, plusieurs préfectures ont fini par renoncer à leur récupération.

Le danger d'une décontamination s'annonce

Les vastes forêts de conifères de Fukushima mais aussi d'autres départements sont très contaminées. La cime des arbres a absorbé 60 % du césium projeté après l'explosion des réacteurs et une partie de l'iode-131. Les cèdres et les cyprès perdront leurs aiguilles d'ici 3 à 5 ans. Avec la chute des aiguilles, un deuxième cycle de contamination des sols et des végétaux se mettra en place⁴. À l'image des forêts rouges de Tchernobyl, il faudrait les détruire, en tout cas les éclaircir, mais comment se débarrasser du bois contaminé ? En 2012, à 1800 km au sud de Fukushima, sur l'île d'Okinawa, des nouilles préparées à l'eau filtrée au charbon de bois dans la tradition locale se sont révélées impropres à la consommation. Quelle était l'origine de leur radioactivité élevée ? Le charbon de bois, préparé à partir d'arbres provenant de la région de Fukushima et lourdement contaminés au césium.

Aucune consigne n'est donnée en prévision de cette bombe à retardement, aucune information ne filtre par les voies officielles.

On s'amuse à Fukushima

Le gouvernement et les autorités locales veulent donner de Fukushima l'image d'une région qui a retrouvé le goût de vivre et qui s'en sort. Tout est fait pour pousser les habitants à retourner y habiter. Une vaste campagne commerciale en faveur du tourisme est en cours ; chaque week-end, des jeux et des fêtes sont organisés. Un correspondant m'a envoyé un prospectus de recrutement pour des "animateurs de 18 à 60 ans" (danse, chant, etc.). Le salaire paraît mirobolant : à partir de 220 000 yens (1700 euros). Certains s'y laisseront prendre.

Le ministre de l'Environnement, Nobuteru Ishihara (fils de l'ancien gouverneur de Tokyo, extrême-droite nationaliste), a déclaré qu'il faudrait interdire les compteurs Geiger aux particuliers. Pour être sûr de pouvoir s'amuser, sans doute.



© Toyo

Décontamination bidon

Le gouvernement a instauré, sur le papier, un vaste programme de décontamination. On ne compte plus ceux qui se découvrent une âme de décontamineur et se reconvertissent du jour au lendemain dans la profession. La décontamination externe d'une maison plus un espace de 5 mètres tout autour revient à 4 700 euros, à payer de sa poche. Le travail est généralement mal fait et il est clair aujourd'hui que la décontamination ne dure pas. À la première pluie, la maison retrouve le même taux de radioactivité ou plus. Des journalistes du quotidien Asahi ont suivi et photographié avec effarement des décontamineurs qui ne suivaient pas le protocole, utilisaient un kärcher là où il aurait fallu nettoyer à la brosse et à la main, par exemple, pour éviter les éclaboussures ; laissaient l'eau chargée de césium couler sur le sol, dans le jardin, dans les rivières ; jetaient le sol raclé en surface et les végétaux contaminés dans les fossés ou les cours d'eau³.

Pour les lieux publics, squares, cours d'écoles, stades, berges, le sol est raclé sur 5 à 15 cm, les végétaux sont ramassés et le tout est mis dans de grands sacs en matériau synthétique que l'on voit maintenant alignés par milliers à proximité de la centrale de Fukushima. Rien dans la loi ne prévoit

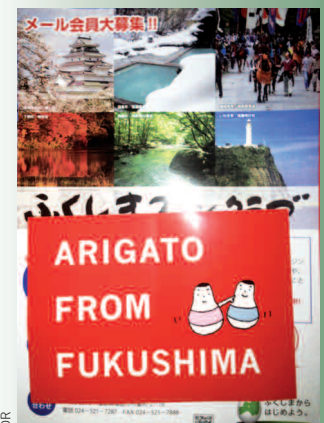
À plusieurs centaines de mètres de la centrale, le compteur indique déjà 131 mSv/h.

Notes :

3 : CROOKED CLEANUP : Reporters document extent of shoddy decontamination practices <http://ajw.asahi.com/article/031disaster/fukushima/AJ201301040076>

4 : Travaux de chercheurs des universités de Tsukuba et d'Hokkaido.

Ci-contre : La décontamination selon Tepco... On est en droit de se demander ce qu'il advient des particules radioactives arrachées de l'arbre par le jet d'eau sous pression.



En japonais, "arigato" signifie "merci". Affiche d'une campagne de promotion du tourisme dans la préfecture de Fukushima.

Ci-contre : Le dossier médical de ce petit garçon aujourd'hui âgé de 2 ans, Ayato Takano, estime qu'il a reçu dans les 4 mois après Fukushima 5,34 mSv, soit plus de 5 fois la dose annuelle autorisée en France pour le public.

Notes :

5 : Témoignage d'un agriculteur qui, lui, refuse de vendre sa production.

En 2 ans, 100 chevaux sont déjà morts au haras de M. Hosokawa à 45 km de la centrale (hors de la zone d'évacuation). Le propriétaire essaie d'assembler des preuves pour poursuivre Tepco et obtenir des indemnisations... pour un préjudice de toute façon irréparable.

Mangez local, ça ne craint rien

Le gouvernement vient de décréter que les repas des cantines scolaires de Fukushima ne comporteraient plus que des produits locaux : à force de s'entendre dire que les aliments ne craignent rien, on va finir par le croire ! Et tant pis pour les poissons à 180 000 becquerels/kg qu'on trouve sur les côtes près de la centrale. Et tant mieux pour les agriculteurs qui continuent à vendre des produits poussés dans des champs de 2 µSv/h 5.

Pourtant, les animaux meurent à Fukushima. Dans un haras situé à Iitate, à 45 km de la centrale, M. Hosokawa est en train de perdre tous ses chevaux : 100 bêtes sont mortes en deux ans. Iitate est en zone autorisée alors que la radioactivité est égale à celle de la zone interdite. Des familles, des enfants, y vivent. Les enfants portent des dosimètres dont un service hospitalier relève les données



DR



© IanThomasAsh

chaque mois sans informer les familles du résultat. Les enfants ne sortent qu'une heure par jour au maximum pour éviter la contamination.

Le résultat est que les familles évacuées sont isolées, leur voix n'est pas entendue, le gouvernement ne se préoccupe pas de la réalité, les ministres sont dans le déni et chacun est appelé à se taire et à s'amuser. À Tokyo, par exemple, personne n'aura "l'impolitesse" d'évoquer Fukushima.... Jusqu'à quand ???

Janick Magne
le 6 mai 2013

Lire son blog : <http://janickmagne.blog.lemonde.fr>

L'ex-Premier ministre japonais s'exprime

Dans un message vidéo, Naoto Kan, parlementaire et ex-Premier ministre du Japon en fonction lors du déclenchement de la catastrophe de Fukushima, livrait en mars 2013 son analyse de cette crise majeure et de ses causes, ainsi que ses réflexions quant aux futures politiques énergétiques de son pays et dans le reste du monde. Nous publions quelques extraits particulièrement notables de ses propos.



© Reuters

Après avoir vécu cette catastrophe nucléaire, j'ai pensé à la façon de gérer les centrales nucléaires dans le contexte des politiques énergétiques japonaise et mondiale. Ma conclusion est que la meilleure sécurité dans le nucléaire, c'est de ne pas avoir de centrales nucléaires du tout. En effet, je suis convaincu que ne pas avoir de centrales nucléaires est la plus sûre des politiques nucléaires ou énergétiques.

Inutile de dire que si nous pensons au risque extraordinaire [qui a été frôlé selon M. Kan, NDLR] de perdre la moitié de notre pays et d'avoir 50 % de la population qui doit évacuer, ce problème ne peut pas être résolu par la technologie.

En outre, plus fondamentalement, j'en suis venu à penser que l'humanité a commencé à manipuler l'atome, créant des bombes atomiques et des armes nucléaires, puis des centrales nucléaires - ils ont créé une technologie qui ne peut pas coexister facilement avec la vie humaine sur Terre.

Quand je considère la future politique énergétique, je me souviens que la race humaine ainsi que toutes les autres créatures sur Terre ont coexisté avec le soleil pendant environ 4,5 milliards d'années. Et le soleil a fourni pratiquement toute l'énergie sur Terre jusqu'à ce jour.

Je crois que la future politique énergétique japonaise et mondiale doit se focaliser sur l'extension de l'utilisation de l'énergie renouvelable, et nous devrions finalement en obtenir toute l'énergie requise sans utiliser l'énergie nucléaire ou les combustibles fossiles. [...]

Je pense que les centrales nucléaires ne sont pas, et ne seront jamais, justifiables économiquement, et n'existeront pas dans le futur. De nombreux experts et politiciens au Japon pensent toujours que l'énergie nucléaire est bon marché. Mais je crois qu'il deviendra plus clair qu'un tel raisonnement est erroné. [...]

Traduction de l'anglais au français réalisée par Kna60.
Lire la traduction complète sur : <http://kna-blog.blogspot.com>

Comment expliquer la victoire d'un parti pro-nucléaire ?

Les 46^{èmes} élections à la Chambre des représentants de décembre 2012 au Japon ont laissé un goût terriblement amer à ceux - militants, simples citoyens, victimes de la catastrophe de Fukushima ou amis du Japon - qu'une forte solidarité antinucléaire unissait désormais. Qui a vraiment compris comment, du jour au lendemain, le Japon est passé du statut de nation nouvellement et farouchement antinucléaire - à 80% selon les enquêtes -, d'une nation atteinte dans sa chair et dans son âme par le drame nucléaire de Fukushima et qui avait enfin réappris à manifester dans les rues semaine après semaine, à celui de puissance dirigée par Shinzo Abe, un Premier ministre profondément réactionnaire et résolument au service du lobby nucléaire, surnommé ici le "village nucléaire" ?

Le désarroi devant le résultat de ces élections a été tel qu'il semble avoir quelque peu aujourd'hui brisé l'énergie des combattants. Par quel tour de passe-passe le Parti Libéral Démocrate (PLD) qui avait perdu le pouvoir en 2009 est-il revenu ? Quelles en sont les conséquences pour le pays tout entier ? Je vais essayer d'apporter des éléments de réponse à ces questions.

Des élections anticonstitutionnelles

17 actions en justice ont à ce jour été entreprises pour demander l'annulation des élections de décembre, dont 16 par des groupes de juristes et une par un particulier. La Justice s'est prononcée : à chaque fois, le caractère anticonstitutionnel des élections a été reconnu, mais deux fois seulement l'annulation a été demandée, sans d'ailleurs être suivie d'effet.

Ce qui n'est pas conforme à la Constitution, c'est la disproportion dans la représentativité ; avec le système électoral actuel, instauré avant les élections de 2009, le décalage peut atteindre 2,43 fois : un vote n'a pas la même valeur selon la circonscription, et les circonscriptions de province, moins peuplées, sont globalement favorisées. Des actions en justice avaient déjà eu lieu avant les élections anticipées de décembre dernier, mais ni les unes ni les autres n'ont été suivies d'effet pour l'instant bien que certains membres du gouvernement viennent de déclarer qu'il fallait envisager une réforme du système.



Le 27 avril dernier, le Premier ministre japonais Shinzo Abe paraissait devant les médias, monté sur un tank.

Un système électoral bien peu démocratique

Ces résultats affligeants sont aussi partiellement imputables au taux de participation relativement faible, un peu moins de 60 %. Le système électoral japonais est complexe, les électeurs votent en même temps pour un candidat au scrutin uninominal majoritaire à un seul tour et pour une liste de candidats au scrutin proportionnel. Les candidats se présentent fréquemment aux deux élections, augmentant ainsi leurs chances d'être élus. La démocratie pêche ici aussi : pour se porter candidat, il faut commencer par déposer la somme de 3 millions de yens (23 000 € au taux actuel) pour le scrutin nominal et 6 millions de yens (46 000 €) pour le scrutin proportionnel. Cette somme est perdue en cas d'échec, et les petits partis sont donc irrémédiablement défavorisés, d'autant que tout candidat potentiel est supposé cesser son activité professionnelle pour se présenter.

À ce jeu, et malgré diverses irrégularités (bureaux de vote fermés trop tôt, tracts politiques PLD mensongers notamment au sujet de l'arrêt définitif de toutes les centrales annoncé dans le Nord-Est), le PLD du Premier ministre Abe a obtenu la majorité absolue à la Chambre (294 sièges sur 480) avec seulement 24,67 % des voix au scrutin uninominal majoritaire et 15,99 % au scrutin proportionnel.

D'une certaine façon, les Japonais se sont fait voler leurs élections. Mais malgré les raisons objectives que je viens d'évoquer, il est indéniable que le contexte national de stagnation économique et l'incapacité du précédent gouvernement de M. Noda - du Parti Démocrate du Japon - à tenir ses

Ci-contre : Shinzo Abe en visite d'un pas alerte à la centrale de Fukushima le 29 décembre 2012.



Ci-contre : Shinzo Abe lors de l'une de ses provocations nationalistes. Sur cet avion de chasse, le numéro 731, surmonté à dessein de l'inscription en anglais "Leader S. Abe", fait directement référence à l'unité 731 du criminel de guerre japonais Shiro Ishii, équivalent nippon du "médecin" nazi Josef Mengele qui officia à Auschwitz.

promesses et à gérer la crise nucléaire, ainsi bien sûr que la situation en Asie, ont été déterminants. Les tensions avec la Chine (problème des îles Senkaku) et avec la Corée du Nord ont rendu la tâche facile à M. Abe comme à l'ensemble des nationalistes et des nostalgiques du Japon impérial.

Shinzo Abe au service du nucléaire

Soutenu par la majorité des grands industriels, par le Keidanren (syndicat patronal des entreprises), par le lobby nucléaire, par tous les revanchards et militaristes du pays, Abe a eu tôt fait de mettre le Japon au pas et de feindre d'ignorer les revendications antinucléaires de la nation. Les décisions intransigeantes de son gouvernement sur tout ce qui concerne le dédommagement et le suivi médical et social des victimes de l'accident nucléaire, sur la définition des zones d'évacuation et des zones de retour consécutives à l'accident nucléaire, sur le redémarrage des réacteurs nucléaires (depuis juillet 2012, seuls deux réacteurs sur les 50 encore théoriquement exploitables sont en service), n'ont pas tardé à durcir le paysage politique et sociétal du pays, aggravant encore le climat de déni qui s'était quelque peu instauré avant même son arrivée au pouvoir. Je vais en donner ici quelques exemples.

En mars 2013, Abe impose le départ de six personnalités opposées au nucléaire au sein du comité d'experts chargé de conseiller le gouvernement sur la politique énergétique, les remplaçant par des pro-nucléaires. Il déclare que les centrales doivent redémarrer au plus vite, alors que les conclusions de la nouvelle Autorité de Sûreté Nucléaire s'orientent clairement vers la nécessité de procéder à des travaux de mise en conformité aux nouvelles normes sismiques et de résistance aux tsunamis qui sont loin d'être achevés. Il accepte l'envoi du MOX qu'AREVA et la France avaient hâte d'expédier pour la centrale de Takahama. Il redéfinit d'une manière générale la politique nucléaire du Japon qui, même dans l'éventualité d'une reprise lente de la production de l'électricité nucléaire pour des raisons de sécurité, doit satisfaire le lobby nucléaire du pays



© Associated Press - Kumihiro Miura

(le "village nucléaire"). Avec cet objectif, il propose des accords de coopération nucléaire à des pays comme l'Arabie Saoudite (13 réacteurs), les Émirats Arabes Unis (collaboration technique en partenariat pour quatre réacteurs) et même avec la Turquie, en collaboration avec la France, alors qu'on aurait pu espérer que le Japon se serait montré particulièrement prudent eu égard à l'instabilité sismique de ce pays.

Vers l'armement nucléaire du Japon ?

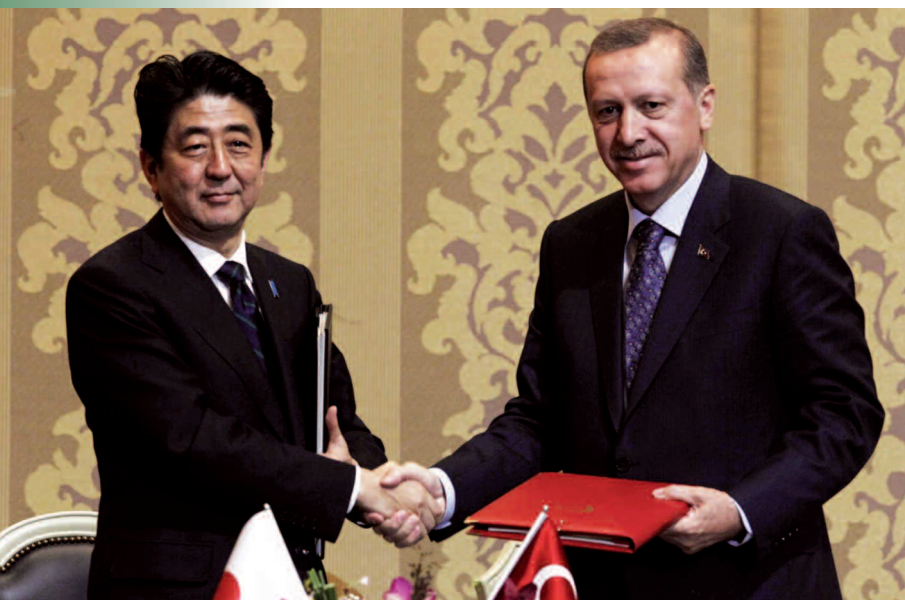
Mais le domaine qui devra retenir notre attention, là où il faudra vraiment observer l'évolution du Japon et l'attitude du gouvernement Abe avec circonspection, c'est celui de la révision constitutionnelle pour laquelle Abe bataille depuis toujours. Le Premier ministre n'a pas caché que s'il obtenait la majorité lors de la prochaine échéance électorale, c'est-à-dire début juillet 2013 avec les élections à la Chambre des Conseillers (242 membres renouvelables à moitié tous les trois ans), rien ne l'arrêterait pour enclencher un processus potentiellement très dangereux : la révision de l'article 96 de la Constitution.

L'article 96 est la clé pour modifier la Constitution : il stipule que toute proposition de changement constitutionnel doit remporter l'accord des 2/3 au moins des membres de chacune des deux Chambres puis être ratifiée par la nation sous forme de vote ou de référendum. Si Abe et ses partisans obtiennent satisfaction, la Constitution pourra être modifiée à la majorité simple des membres de la Diète. Ce serait une étape importante vers une nouvelle Constitution, mais surtout vers la suppression de l'article 9, dit article de renonciation à la guerre :

"Chapitre II. Renonciation à la guerre

Article 9. Aspirant sincèrement à une paix internationale fondée sur la justice et l'ordre, le peuple japonais renonce à jamais à la guerre en tant que droit souverain de la nation, ou à la menace, ou à l'usage de la force comme moyen de règlement des conflits internationaux.

Le 3 mai 2013, Abe signait avec le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan un accord pour la fourniture [NDLR : très hypothétique, comme souvent avec ce type d'annonces] d'une seconde centrale nucléaire à la Turquie par un consortium franco-japonais incluant GDF-Suez et Areva.

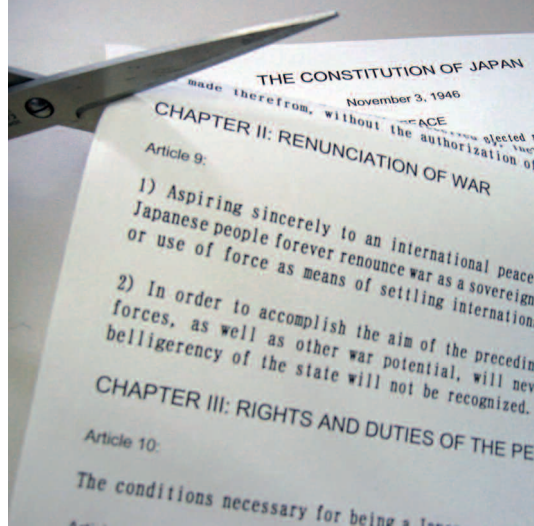


© Reuters - Unit Bekas

Pour atteindre le but fixé au paragraphe précédent, il ne sera jamais maintenu de forces terrestres, navales et aériennes, ou autre potentiel de guerre. Le droit de belligérance de l'État ne sera pas reconnu."

Quand on sait que le Japon vient de refuser de signer la déclaration commune du comité préparatoire à la Conférence des Parties pour le Traité de Non-prolifération des Armes Nucléaires qui se tiendra à Genève en 2015, parce qu'il s'est déclaré gêné par l'expression "caractère particulièrement inhumain de l'arme nucléaire", les folles ambitions de M. Abe prennent une dimension très particulière.

Suite à ce refus, les réactions, au Japon, seul pays à avoir souffert de bombardements atomiques, n'ont pas manqué, mais suffiront-elles à freiner un homme que son passé familial et ses convictions,



DR

Notes :

I : Son grand-père, Nobusuke Kishi, a été suspecté de crime de guerre de classe A, arrêté par les Américains et resté prisonnier de 1945 à 1948. Essentiellement anti-communiste, il est devenu un soutien important des États-Unis, signant avec eux en 1960 le controversé traité de coopération mutuelle et de sécurité entre les États-Unis et le Japon. C'est également un membre de sa famille, ministre des Affaires étrangères du Japon impérial, qui est à l'origine du Pacte Tripartite signé en sa qualité le 27 septembre 1940 avec Hitler et Mussolini (Axe Rome-Berlin-Tokyo).

connues de longue date, prédisposent à faire des choix militaristes et nationalistes extrêmement dangereux pour son pays et pour la planète ?

On comprendra alors, hélas, quel sombre objectif pourraient servir les importantes réserves de plutonium du Japon.

Janick Magne

À lire sur le web

Retrouvez sur www.sortirdunucleaire.org un second article de Janick Magne, dans lequel elle dresse un panorama lucide de la situation post-Fukushima au Japon, bien loin des affirmations des autorités et de Tepco.

Ci-contre : À Kôchi, sur l'île de Shikoku, un tramway arboré ce slogan : "Préserveons l'article 9, trésor de l'humanité".



© Yuriko Hamagawa

Nunavut : les Inuits résistent à Areva

L'opposition indigène continue face au projet d'extraction d'uranium d'AREVA Resources Canada, filiale canadienne d'AREVA SA. En 2008, AREVA a soumis une proposition pour le projet d'extraction d'uranium de Kiggavik, à 80 kilomètres à l'ouest de Baker Lake, ville peuplée principalement d'Inuits.

Baker Lake est une petite ville indigène accessible uniquement par avion, sur le Territoire du Nunavut de l'Arctique canadien. Seule communauté inuite vivant à l'intérieur des terres, son mode de vie reposant sur la chasse dépend principalement des troupeaux de caribous de la région.

Le projet d'AREVA comprend quatre mines à ciel ouvert, une mine souterraine, des installations de traitement du minerai, un aéroport, une piste d'hiver et, éventuellement, une route praticable en toutes saisons. Tout cela serait implanté dans un habitat vital pour les caribous, que les organismes de gestion de la faune sauvage souhaitent protéger contre le développement industriel. Ce projet impliquerait également le stockage perpétuel de déchets radioactifs dans le pergélisol de la toundra, dont la stabilité apparaît menacée dans toutes les modélisations les plus crédibles concernant le dérèglement climatique. Si le projet aboutit, la mine de Kiggavik sera exploitée dans une région où

les blizzards du Canada arctique sont parmi les plus violents, ce qui suscite de graves inquiétudes quant à la capacité d'AREVA à réagir en cas d'accident.

La rue principale de Baker Lake, communauté inuite menacée par le projet minier d'Areva.



© Masakita

Sur place, bon nombre d'Inuits craignent que le projet de Kiggavik ne perturbe la vie des caribous dont dépend leur existence, mais également que les déchets radioactifs ne contaminent les terres, l'eau, la faune et la flore. Par ailleurs, nombreux sont ceux qui craignent que, si la proposition d'AREVA est acceptée, elle constitue le point de départ d'une exploitation intensive de l'uranium dans un habitat vital pour le caribou. La mine de Kiggavik serait située à proximité de nombreux autres gisements de minerai d'uranium, actuellement explorés par un grand nombre de sociétés. L'un des objectifs déclarés d'AREVA est de fournir les installations de traitement du minerai nécessaires pour que ces autres gisements soient économiquement plus viables.

Mobilisons-nous contre le nouveau projet minier d'Areva !

Agissez avec nous, signez la pétition sur www.sortirdunucleaire.org/areva-nunavut



© Makita

Un chasseur arrive à Kugluktuk après une sortie de chasse au caribou, qui contribuera à l'alimentation de la communauté.

Un accord politique défavorable aux mines

Ce n'est pas la première fois que Baker Lake est confrontée à des projets d'extraction d'uranium. La lutte contre l'industrie de l'uranium remonte aux années 1970. À cette époque, les Inuits de Baker Lake ont échoué dans leur bataille juridique contre la recherche d'uranium près de chez eux. À la fin des années 80, ils sont néanmoins parvenus à faire opposition à un projet de la société allemande Urangesellschaft visant précisément à exploiter le gisement de Kiggavik qui intéresse aujourd'hui AREVA. Lors d'un plébiscite organisé dans les années 90, plus de 90 % des votants ont rejeté le projet d'Urangesellschaft. En même temps, toutes les grandes organisations inuites s'y sont également opposées.

Des membres de la communauté de Baker Lake assistent à une réunion publique d'information.



© Makita

En 1993, les Inuits et le gouvernement ont conclu les négociations par l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut. Celui-ci prévoyait l'abandon par les Inuits de leur titre de propriété autochtone en échange d'un titre de propriété d'une partie des terres et des ressources minérales de la région. Les Inuits ont également reçu la somme de 1,14 milliards de dollars, assortie de la garantie d'un certain nombre de droits par la constitution. Cet accord prévoyait également la création du Territoire du Nunavut, nouvelle juridiction politique où les Inuits sont démographiquement majoritaires.

Une série de nouvelles institutions a été créée pour la mise en application de cet accord. Ainsi, Nunavut Tunngavik Incorporated (NTI) représente les Inuits dans le cadre de l'accord, notamment pour la gestion des terres et des capitaux reçus. Le Gouvernement du Nunavut a été mis en place pour représenter tous les résidents du territoire, à l'instar d'un gouvernement provincial au Canada ou d'État aux États-Unis. Diverses autorités de tutelle ont été créées pour instituer la planification de l'exploitation des terres, examiner les propositions d'extraction minière et gérer la faune sauvage.

La volte-face des institutions officielles inuites

Jusqu'à une date récente, la politique de plusieurs de ces institutions soit interdisait l'extraction de l'uranium, soit accordait au public le droit de la refuser. Initialement, NTI interdisait l'extraction de l'uranium sur les terres dont elle était responsable. Le plan d'exploitation des terres de la région, approuvé en 2000, comprend un article stipulant que "toute proposition future d'extraire l'uranium doit être approuvée par la population de la région".

L'industrie nucléaire n'a pas tardé à surmonter ces obstacles politiques. En 2007, NTI a opéré un virage à 180 degrés et adopté une politique de soutien conditionnel à l'extraction de l'uranium.

En 2008, les autorités de tutelle du Nunavut ont déclaré que "la population de la région" approuvait l'extraction de l'uranium. Cette déclaration ne reposait pas sur un scrutin public ni sur une consultation de la population, mais sur des résolutions de soutien émanant des conseils municipaux. La même année, AREVA a soumis son projet pour la mine d'uranium de Kiggavik, laquelle a alors fait l'objet d'une étude environnementale.

Makita : les Inuits opposants s'organisent

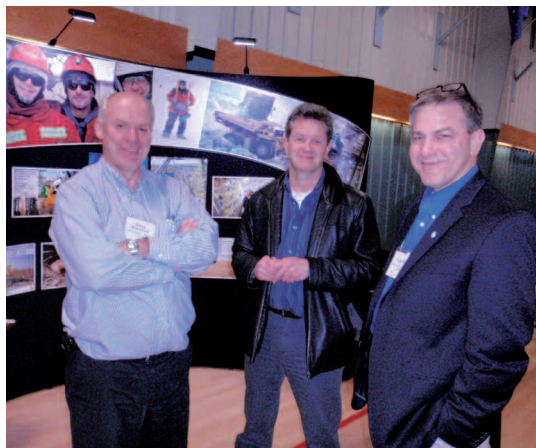
Si tous les résidents de Baker Lake ne sont pas opposés à l'ouverture de la région à l'extraction de l'uranium, de nombreux Inuits n'ont cessé d'exprimer leur opposition au projet d'AREVA. Une initiative citoyenne appelée Nunavummiut Makitagunarningit ("Le peuple du Nunavut peut se lever") a été lancée en 2009, préoccupée par le manque de transparence du processus de prise de décision concernant l'extraction de l'uranium sur le

territoire et le flou entourant les responsabilités. Cette initiative ("Makita" pour faire court) a appelé à une enquête publique et à un plébiscite sur l'éventualité de l'extraction de l'uranium au Nunavut.

Dans un exposé de principes de 2010, Makita expliquait que des changements de politique déterminants étaient en marche, "sans implication [des Inuits] dans le processus de prise de décision" et "sans respect des normes démocratiques fixées à Baker Lake par un plébiscite". Makita soulignait en outre que ces politiques abandonnaient la question de l'extraction de l'uranium à des études environnementales confinées à des projets précis et que, à terme, ce seraient "des bureaucrates au Nunavut et à Ottawa qui décideraient de l'intérêt public [pour la population du Nunavut] [de l'extraction de l'uranium]".

En conséquence, Makita exigeait du Gouvernement du Nunavut qu'il lance une enquête publique sur "l'intérêt d'ouvrir le Nunavut à l'extraction de l'uranium". Makita soulignait qu'une enquête publique est plus "transparente, flexible et démocratique qu'un processus réglementaire", et que le gouvernement devait réfléchir sérieusement à la compétence des institutions du Nunavut pour réglementer l'extraction de l'uranium.

En 2011, Makita a réitéré son exigence d'enquête publique en appelant à un scrutin public sur l'éventualité de l'extraction de l'uranium au Nunavut.



Les manipulations d'Areva & co

Plutôt qu'une enquête publique, le Gouvernement du Nunavut a organisé en 2011 un "forum public", sous la forme d'une série de réunions de consultation avec la population, assemblées qui n'avaient aucune autorité pour répondre aux opposants à l'extraction de l'uranium. Ces forums n'avaient aucun mandat de recherche, toutes les informations de fond étant fournies par Golder Associates, cabinet de conseil embauché aussi bien par Urangesellschaft que par AREVA pour les aider à préparer leurs propositions. Comme on pouvait s'y attendre, lors de ces forums publics, le Gouvernement du Nunavut a réaffirmé son soutien au projet d'extraction de l'uranium.



L'examen de la proposition d'AREVA, limité aux aspects spécifiques du projet, se poursuit. Les individus chargés de ce processus technocratique ne sont pas habilités à organiser un scrutin public ou à répondre, de quelque manière que ce soit, à l'opposition locale au projet. Plusieurs associations, dont Makita, ont fait part de leur inquiétude face au fait que des documents importants ne sont pas traduits en inuktitut (la langue inuite), et que des réunions importantes se tiennent pendant les campagnes de chasse importantes des Inuits.

Pendant ce temps, AREVA mène une campagne de relations publiques intensive. Elle organise des réunions avec la population en vue de promouvoir sa proposition, avec distribution de chapeaux, de tee-shirts et même d'ordinateurs portables comme prix de présence. Le cœur du message martelé par AREVA consiste à affirmer que l'extraction de l'uranium contribuera à arrêter le dérèglement climatique et à produire des isotopes permettant de traiter le cancer¹. La manipulation que représentent ces déformations et ces exposés erronés des faits a une incidence considérable au Nunavut, où le dérèglement climatique d'origine humaine se manifeste beaucoup plus rapidement que partout ailleurs dans le monde.

En avril 2013, Makita a présenté le compte rendu d'une étude menée par le rapporteur spécial des Nations Unies sur les droits des populations indigènes. Makita y rappelait que l'ensemble de la population inuite n'avait pas encore donné son accord, librement et en connaissance de cause, sur la question de l'extraction de l'uranium sur le territoire. Ce compte rendu réitérait l'appel de Makita à une enquête publique et à un scrutin public sur l'éventualité de l'extraction de l'uranium au Nunavut.

Warren Bernauer

Traduit de l'anglais au français par Gilles Chertier pour le Réseau "Sortir du nucléaire".

Richard Aksawnee, alors président de l'association des chasseurs et trappeurs de Baker Lake (HTO) s'exprime au cours d'une réunion publique du NIRB (Nunavut Impact Review Board), l'instance publique chargée de mener les enquêtes d'impact avant autorisation des projets.

Ci-contre : Un échange amical entre deux lobbyistes et un représentant du gouvernement du Nunavut : Barry McCallum, responsable "Nunavut" pour AREVA Resources Canada Inc., Gordon MacKay, adjoint au vice-ministre du développement économique du gouvernement du Nunavut, et Tom Hoefler, directeur exécutif du lobby des industries minières du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest.

Notes :

1 : À ce sujet, lire "La médecine nucléaire n'a pas besoin de réacteurs", par le physicien nucléaire Michel Duguay, dans notre numéro 55 ou sur notre site à la page <http://groupes.sortirdunucleaire.org/La-medecine-nucleaire-n-a-pas>

Pour en savoir plus sur Nunavummiut Makitagunarningit, rendez-vous sur son site web <http://makitanunavut.wordpress.com>

Guérilla juridique : nouvelles du front

Des victoires, des audiences et de nouvelles affaires : la stratégie juridique du Réseau s'accroît et les exploitants nucléaires ne sont plus à l'abri d'une condamnation !

Une victoire dans l'affaire Centraco

Le 12 septembre 2011, une explosion a eu lieu dans un four de fusion de déchets "faiblement radioactifs" de l'usine Centraco, faisant un mort et quatre blessés. Suite à une inspection sur le site après l'accident, l'ASN a constaté la violation de prescriptions techniques qu'elle avait édictées en 2009. Le 2 avril 2013, le tribunal de police d'Uzès a condamné la société Socodei à 1000 euros d'amende et à 1000 euros de dommages et intérêts. L'affaire est loin d'être terminée : des condamnations beaucoup plus lourdes pourraient tomber suite à l'instruction toujours en cours pour homicide et blessures involontaires.

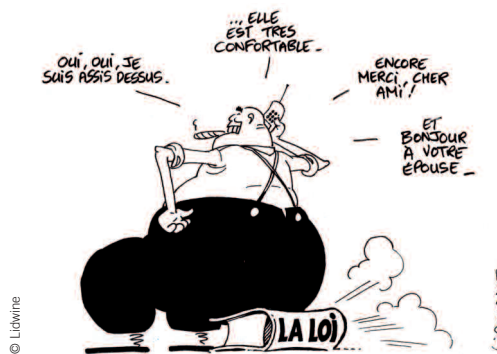
Les prochaines audiences

Le 9 août 2011, un camion provenant de la centrale du Bugey a déchargé des gravats radioactifs dans une carrière utilisée pour stocker des déchets conventionnels. Le Réseau "Sortir du nucléaire" a porté plainte contre EDF. L'affaire a été examinée le 15 mai 2013 par le tribunal correctionnel de Bourg-en-Bresse.

Le 5 novembre 2010, un convoi transportant des déchets radioactifs partiellement retraités à La Hague est parti de Valognes, à destination de Gorleben en Allemagne. Par jugement du 10 mai 2012, le tribunal administratif de Paris a décidé de rejeter le recours déposé par le Réseau "Sortir du nucléaire" et plusieurs militants du GANVA, contestant la légalité de l'accord d'exécution de ce transport. L'affaire a été de nouveau examinée par la Cour administrative d'appel de Paris, le 16 mai 2013.

Le Réseau "Sortir du nucléaire" et plusieurs associations alsaciennes ont engagé un recours administratif pour empêcher les travaux dangereux et inutiles de renforcement du radier du réacteur n°1 de la centrale de Fessenheim. Le 10 avril 2013, le juge des référés a décidé de rejeter la demande de suspension des

travaux le temps de l'examen du recours et de débouter EDF des 10 000 euros de dédommagement qu'elle demandait. Mais l'affaire ne s'arrête pas là : très prochainement, aura lieu l'audience sur le fond devant le Conseil d'État.



De nouvelles affaires en perspective

Pour cacher le potentiel géothermique de Bure et favoriser la réalisation du futur centre d'enfouissement CIGEO, l'Andra a fait réaliser un forage en 2008 sans respecter les règles de l'art en la matière et a manipulé la présentation des résultats. Le Réseau "Sortir du nucléaire" et plusieurs associations locales ont mis en demeure l'Andra de s'expliquer. Cette dernière a finalement répondu que la ressource géothermique du sous-sol autour de Bure n'était pas exceptionnelle... La suite se passera donc devant les tribunaux !

Nous observons une multiplication inquiétante des fuites de tritium dans les centrales françaises. Après celles de Golfech et de Civaux, ce sont les centrales du Bugey et de Penly qui sont touchées. Des plaintes ont été déposées. À suivre...

Pour suivre toute l'actualité juridique du Réseau, consultez le Juriblog : <http://groupes.sortirdunucleaire.org/Juriblog>

La surveillance citoyenne des installations nucléaires se renforce

C'est grâce à une surveillance citoyenne efficace que de nombreuses actions juridiques sur les installations nucléaires voient le jour. Afin de renforcer cette surveillance, une liste électronique destinée aux personnes membres des commissions locales d'information (CLI) ou aux personnes qui suivent de près ce qui se passe au sein d'une ou de plusieurs installations a été créée.

Cette liste permet une véritable circulation des informations entre ses membres et ainsi de soulever

des incidents, des dysfonctionnements, des scandales pour pouvoir ensuite agir en justice et faire cesser l'impunité des exploitants nucléaires. Membre d'une CLI ? Une installation nucléaire près de chez vous ? Rejoignez notre vigie !

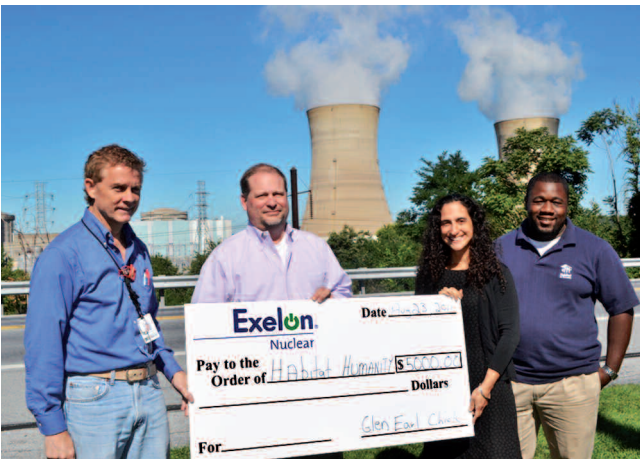
Pour vous inscrire, faites-en la demande à notre coordinatrice des questions juridiques : marie.frachisse@sortirdunucleaire.fr

Vite, des infos !

Le greenwashing nucléaire dans toute sa splendeur !

L'accident de Three Mile Island, ça vous parle ? C'est en 1979 que s'est produit dans le réacteur n82 de cette centrale nucléaire américaine, à Harrisburg, l'un des accidents nucléaires les plus connus et les plus graves. Bien qu'une fusion totale du cœur ait été évitée, des études scientifiques ont démontré que les rejets radioactifs dus à cet accident ont engendré un accroissement de leucémies et autres cancers dans la zone environnante dans les années qui ont suivi.

On mesure alors la grinçante ironie et le sordide de cette photo : Glen Chick, vice-président d'Exelon, la société qui exploite toujours le réacteur n81 de la centrale de Three Mile Island (en arrière-plan), remet ici un chèque de 5000 dollars à Eve Wachhaus, directrice exécutive de l'ONG Habitat for Humanity (oui, oui, vous avez bien lu : "Habitat pour l'humanité"!). Mme Wachhaus déclare : "Nous sommes reconnaissants à Exelon pour leur engagement auprès de notre communauté locale, des familles à bas revenus et en faveur d'un logement accessible à tous. Grâce au soutien financier de Three Mile Island et aux efforts de ses salariés volontaires, nous changeons des vies."



Sans nul doute, la vie des personnes "à bas revenus" appartenant à la "communauté locale" qui ont contracté un cancer à cause de l'accident de 1979 a été "changée"... Pendant ce temps, Exelon, Tepco, EDF, Areva et les autres continuent d'empoisonner l'air, l'eau et l'environnement qui constituent "l'habitat de l'humanité".

Les USA prêts à contaminer leurs citoyens

Mi-avril, l'Agence de Protection de l'Environnement américaine (EPA) a publié de nouvelles orientations destinées à guider la réaction des autorités en cas



de rejets radioactifs dans l'environnement, lors d'accidents de réacteurs, d'explosion de bombes "sales" dispersant des particules radioactives, de fuites dans des installations nucléaires ou survenant pendant le transport de matières radioactives.

Ces nouvelles orientations suppriment toute exigence d'évacuation des populations en cas de hautes doses à craindre à la thyroïde, à la peau ou, à l'échelle d'une vie, au corps entier ; en cas d'accident, elles recommandent de jeter les déchets radioactifs dans les décharges municipales absolument pas conçues pour cela, car les sites d'entreposage prévus seraient très insuffisants ; elles proposent d'augmenter dramatiquement les concentrations autorisées de radioactivité dans l'eau potable, jusqu'à 27 000 fois en comparaison de la norme actuelle imposée par le Safe Drinking Water Act (loi pour une eau potable sûre) ; elles suggèrent d'affaiblir de façon marquée les normes pour la dépollution des sites à long terme, permettant l'exposition permanente des personnes à des doses équivalentes à trois radiographies de la poitrine par jour !

De hauts niveaux de contamination de la nourriture seraient autorisés, que des officiels de l'EPA avaient pourtant eux-mêmes critiqués antérieurement, estimant qu'une personne sur 50 qui mangerait de la nourriture ainsi contaminée serait victime d'un cancer directement induit.

Selon Daniel Hirsch, président du Committee to Bridge the Gap, une association antinucléaire, "au fond, le gouvernement dit désormais que les accidents nucléaires pourraient produire une contamination tellement étendue et des niveaux de radioactivité si élevés qu'il devrait renoncer à ses efforts pour dépolluer, et au contraire forcer les gens à vivre avec des risques de cancers radio-induits, énormément supérieurs à ce qui a jamais pu être considéré acceptable."

Source : NIRS et Committee to Bridge the Gap, 15/04/13

Dissuasion nucléaire : Wikipédia subit la censure

Le 4 avril 2013, la Direction des Renseignements Généraux (DCRI) contraint Rémi Mathis, administrateur bénévole de Wikipédia, à supprimer un article sur une station hertzienne de l'armée française¹, sous peine d'être placé en garde à vue et mis en examen. Car la DCRI agit à la demande de la section antiterroriste du parquet de Paris, qui estime que cet article contient des informations confidentielles sur les systèmes de communication de l'ordre de mise à feu nucléaire.

Après cette censure, l'article est rapidement réapparu en ligne, avant de devenir le plus visité de Wikipédia en France, et traduit en plus de 25 langues. Les blogs et la presse du monde entier se moquent de l'amateurisme des espions français. Et pourtant, la DCRI aurait très bien pu supprimer les informations sur Wikipédia en toute discrétion.

Quand l'Etat français menace Rémi Mathis, par ailleurs président de l'association pour la libre diffusion de la connaissance Wikimedia France, c'est une action médiatique répressive sur la circulation d'information, qui contribue aussi à déstabiliser l'organisation de Wikipédia, renforcer le contrôle de ses bénévoles, et plus largement renforcer l'arsenal juridique concernant les infos circulant sur le net.

La station militaire hertzienne de Pierre-sur-Haute : quand la dissuasion nucléaire justifie la censure.



La source des informations sur Wikipédia est un reportage de la chaîne télé de la Loire TL7 disponible en ligne². Ce reportage a été tourné fin 2004 avec l'autorisation et la participation des autorités militaires. Pourtant en 2013, le sous-officier Pierre Jeansac, major lors du tournage, fait l'objet d'une enquête militaire. L'affaire de Pierre sur Haute n'est finalement qu'un prétexte pour réduire au silence tous ceux qui voudraient donner des informations sur l'arme nucléaire.

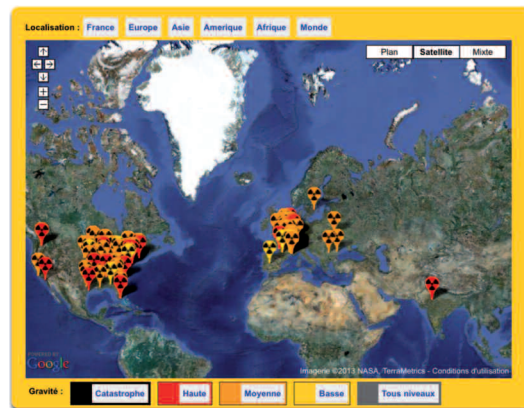
Notes :

¹ : http://fr.wikipedia.org/wiki/Station_hertzienne_militaire_de_Pierre-sur-Haute

² : www.tl7.fr/la-base-militaire-de-chalmazel-1981.html

Suivez l'actualité mondiale du risque nucléaire

En dehors de catastrophes telles que celles de Tchernobyl et de Fukushima, les médias ne relaient pas, ou peu, les incidents et accidents qui surviennent régulièrement au sein des installations nucléaires dans le monde.



Depuis plusieurs mois, nous tenons à jour et mettons à votre disposition sur notre site web un référencement régulier de ces événements à risque.

Alors, tenez-vous au courant ! Rendez-vous sur : www.sortirdu nucleaire.org/risques

Corruption et nucléaire : en Corée du Sud aussi

La corruption endémique dans le nucléaire japonais n'est pas l'exception, mais bien la règle. Un nouvel exemple frappant vient le démontrer. L'autorité de sûreté nucléaire de Corée du Sud a décidé fin mai d'arrêter deux réacteurs (Shinkori-2 et Shinwolsong-1, chacun d'une puissance de 1000 MW) et de différer le redémarrage d'un autre réacteur (Shinkori-1), après qu'un lanceur d'alerte anonyme a dénoncé l'utilisation de câbles non conformes, dont les certificats de conformité aux exigences de sûreté avaient été falsifiés, accusation que l'enquête menée a non seulement confirmé mais encore étendue à d'autres réacteurs. Ces câbles sont précisément prévus pour transmettre des commandes aux réacteurs en situation d'accident...

L'an dernier, un scandale avait déjà été mis au jour : pendant 10 ans, des milliers de pièces non conformes aux exigences réglementaires avaient été utilisés, sous couvert de certificats également falsifiés.

Au total, ce sont fin mai 10 des 23 réacteurs du pays qui sont déconnectés du réseau électrique de façon temporaire pour diverses raisons (problèmes de sûreté, maintenance,...), laissant craindre des pénuries d'électricité cet été.

User:Moulins

Source : *The New York Times* ; nscg.go.kr

Laser Mégajoule : relance de la course aux armements nucléaires

Afin de maintenir la menace exercée contre les autres pays par sa force de "dissuasion", la France s'est donné pour objectif le perfectionnement et la miniaturisation de son armement nucléaire et radioactif. Le fer de lance de ce programme est le Laser Mégajoule situé au Barp, en Gironde. La France viole ainsi le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires (CTBT).

Les autres pays détenteurs de l'arme nucléaire ne développent pas ce type de programme car il est inutile pour valider et maintenir opérationnelles leurs bombes. La dissuasion repose sur le concept de la crédibilité des armes nucléaires. Comme les États-Unis viennent d'abandonner le National Ignition Facility (NIF), équivalent du Laser Mégajoule (LMJ) et sont toujours considérés comme une puissance nucléaire... nous sommes donc encore dans le mensonge et la propagande qui sont la marque originelle du nucléaire. De plus, cette structure est soumise au secret-défense. La réduction des dépenses militaires françaises dans le livre blanc de la Défense excluait récemment la dissuasion, dont le budget est "sanctuarisé" (hors de tout débat budgétaire). Son coût réel est volontairement incalculable ; il est estimé à 380 milliards d'euros depuis 1945.

Situé dans une région fortement marquée par l'industrie de l'armement et les centres d'essais militaires (Centre d'Essai des Landes où est testé le missile M51, polygone de tir de Saugnac et Muret pour les projectiles à l'uranium appauvri), le chantier du Laser Mégajoule serait en cours de finition. Le coût de ce projet pharaonique décidé en 1995 est passé de 1,2 à 6,6 milliards d'euros. Son entrée en fonction, initialement prévue pour 2005, aura peut-être lieu fin 2014.

LMJ, nouveau cheval de Troie de la prolifération nucléaire

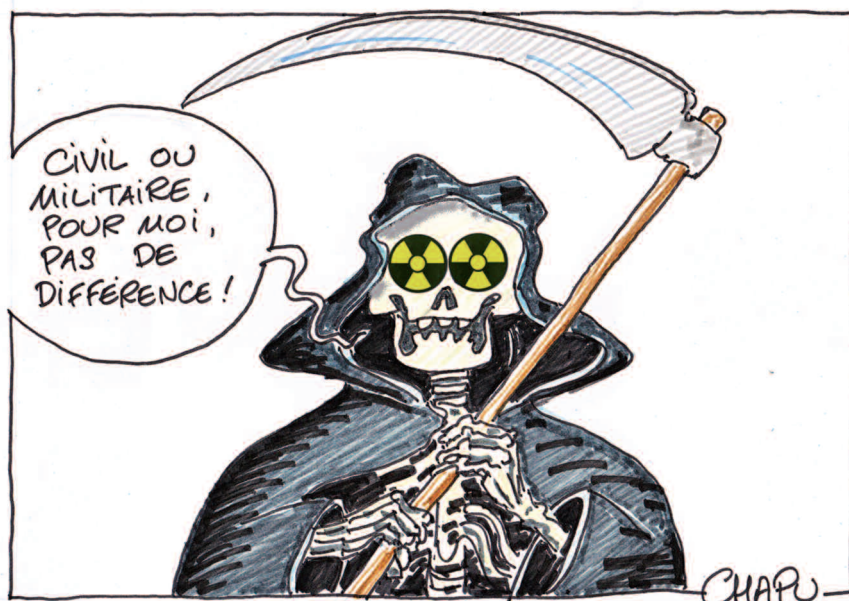
Le Laser Mégajoule a pour objectif de reproduire en laboratoire les conditions physiques rencontrées lors du fonctionnement d'une arme nucléaire. Il est l'équivalent militaire d'ITER à Cadarache. Le Mégajoule utilisera la fusion par confinement inertiel. Une cible minuscule recevra une énergie de 1,8 mégajoules de 176 faisceaux lasers convergents qui vont produire un plasma très dense durant un très court instant. La cible est composée de 0,40 mg de deutérium et de 0,60 mg de tritium et la quantité d'énergie apportée devrait provoquer la fusion nucléaire de ces deux isotopes d'hydrogène. Lors des tirs, la matière sera portée, en quelques milliardièmes de secondes, à des températures de plusieurs dizaines de millions de degrés, des pressions de dizaines de millions de fois la pression atmosphérique, et des densités de plusieurs centaines de fois celle du plomb : des conditions physiques identiques à celles de la surface du soleil et des étoiles. C'est le rêve d'Icare.



À l'intérieur de l'infrastructure de Mégajoule ; on aperçoit le haut sphérique de la chambre d'expériences.

Atteindre les 15 millions de degrés nécessaires à la fusion de l'hydrogène n'est possible actuellement qu'avec une amorce au plutonium ou à l'uranium. Se passer de ces éléments rendrait possible une miniaturisation des bombes pour leur utilisation réelle lors de conflits sur les différents "théâtres d'opérations", relançant ainsi la prolifération des armes atomiques. La banalisation de ces armes nucléaires permettrait leur dissémination incontrôlée et leur utilisation par toute organisation ou tout État ayant les moyens de se les procurer, relançant ainsi de nouvelles menaces nucléaires intolérables.

Les projectiles à l'uranium appauvri, débouché militaire pour les déchets du nucléaire civil, ont été largement utilisés en Bosnie, pendant les Guerres du Golfe, en Afghanistan, en Libye, à en ce moment au Mali. En Irak, on estime que 2000 tonnes d'uranium appauvri ont été répandues lors de la guerre. Le taux de malformations à Fallujah a dépassé Hiroshima et Nagasaki et le taux de cancers a été



multiplié par 40 suite aux bombardements. La "demi-vie" de l'uranium appauvri est de 4,5 milliards d'années... Il provoque chez les populations contaminées une multiplication de cancers, de leucémies et de malformations congénitales graves, ainsi que l'altération irréversible du patrimoine génétique humain.

Négajoule! exige l'arrêt des recherches nucléaires au Mégajoule et la reconversion des moyens financiers, techniques et scientifiques pour le soin aux victimes du nucléaire, les recherches et l'application des techniques de démantèlement des centrales, de l'armement nucléaire et la décontamination des zones irradiées dans le monde. L'argent public ne doit pas servir à la mise au point de bombes atomiques qui mènent l'humanité à une mort certaine.

Les militants ne disposant pas des moyens de communication quasi illimités du CEA, l'accent est mis sur la visibilité des actions et leur symbolique. Le débat contradictoire est apporté à chaque exposition itinérante vantant le Mégajoule et tous les 6 du mois (jour d'Hiroshima), banderoles et drapeaux animent le rond-point pour interpeller les passants qui montrent de nombreux signes de solidarité.

Le 6 août 2012, un torii, portail sacré japonais avec le mot "Paix" en plusieurs langues et le symbole "peace and love" a été érigé sur le domaine public départemental face au Mégajoule. Il remplaçait celui installé lors du passage des "indignés" espagnols et disparu le lendemain. Plainte a été déposée en gendarmerie pour profanation. Ce mémorial de la Paix a fait l'objet de nombreux articles de presse et d'une bataille politico-administrative qui s'est soldée par son enlèvement. Le maire de Salles nous suggère de le réimplanter : Négajoule! propose de l'installer devant les écoles de la commune. Par contre, les ginkgo-bilobas, arbres symboliques car résistants aux agents mutagènes, comme les radiations, sont restés : la force de la vie... Et depuis, un Toriikit amovible se dresse à chaque manifestation. Il est devenu un moyen d'expression, facilement reproductible et personnalisable pour les actions antinucléaires et pacifistes.



DR

Touche pas à mon Torii !

Mobilisation citoyenne contre le laser Mégajoule

Dès 2005, l'association Tchernoblaye demandait une expertise indépendante sur les lâchers d'hexafluorure d'uranium à l'air libre lors de tirs radioactifs dont l'objectif officiel était de "mieux comprendre son comportement". Les riverains ont donc servi de cobayes, comme les travailleurs du chantier pharaonique du Mégajoule où on remue une terre potentiellement contaminée.

Vu le degré de confinement de la sphère centrale du Mégajoule et les conditions physiques phénoménales déployées lors des tirs, un plan particulier d'intervention (PPI) prenant en compte ces risques majeurs pour les populations locales est réclamé au Préfet de la Gironde par l'association pacifiste Négajoule! afin de répondre aux interrogations des citoyens sur leur sécurité.

Ci-contre : Explosion de la bombe thermonucléaire (à fusion) Ivy Mike en 1952 sur l'atoll d'Eniwetok.



DR

Les maires des communes alentours sont sollicités afin de devenir "maires pour la paix" et engager leur collectivité sur les chemins de la non-violence.

Hiroshima-Fukushima, mêmes dégâts, le nucléaire civil et militaire ne sont qu'une seule et même menace pour la survie de l'espèce humaine. Le droit à la vie et la pérennité des espèces est incontestable, leur mise en danger délibérée constitue un crime contre l'humanité.



© Charuzet

Jean-Marc Louvet

Président de l'association Négajoule!
<http://negajoule.free.fr>

La sortie du nucléaire marque des points !

Les langues des pontes du nucléaire se délient - 1

Mis à la retraite dès le 1^{er} janvier 2013, Willy de Roovere a dirigé l'Agence Fédérale belge de Contrôle Nucléaire (AFCN) depuis 2006. Cet ingénieur civil de l'université de Gand a travaillé chez Electrabel pendant 30 ans, avant un bref passage par Belgonucléaire.

Le 24 décembre 2012, alors à quelques jours de son départ en retraite, il était interviewé dans l'émission "De Ochtend" de Radio 1 (VRT). À cette occasion, et avec la liberté de parole que lui ouvrait cette fin de carrière, M. de Roovere a eu cette déclaration pour le moins inhabituelle de la part d'un ponton du nucléaire :

LES BELGES APPORTENT
LEUR SAVOIR-FAIRE



"Nous devons vivre avec cela : il y a toujours un risque lié à l'énergie nucléaire. Et nous devons aussi nous demander si le risque est acceptable pour la société. Je pense qu'aujourd'hui il ne l'est plus."

En août 2012, Willy de Roovere avait irrité les dirigeants belges par ses déclarations pessimistes sur les chances d'un prochain redémarrage du réacteur de Doel 3, arrêté pour causes de microfissures dans la cuve. Il avait également émis des craintes quant à la probabilité que les mêmes défauts de fabrication des cuves se retrouvent ailleurs.

Source : RTBF (rtbf.be)

Les langues des pontes du nucléaire se délient – 2

Gregory Jaczko n'est pas exactement le premier venu. Titulaire d'un PhD de physique théorique, il a été pendant 4 ans (de mai 2009 à juillet 2012) le président de l'autorité de sûreté nucléaire américaine, la NRC (Nuclear Regulatory Commission), après y être entré en 2005 comme l'un des cinq commissaires de cette instance. N'appartenant pas

au "sérail nucléaire", il a été très contesté par certains acteurs de l'industrie nucléaire américaine, et l'est d'autant plus après ses récentes déclarations...

Le 8 avril 2013, dans le cadre de la Carnegie International Nuclear Policy Conference qui se déroulait à Washington, il a déclaré, selon le New York Times, que l'intégralité des 104 réacteurs nucléaires en exploitation aux États-Unis souffrent d'un problème de sûreté qui ne peut pas être rectifié, et qu'ils devraient être remplacés par des réacteurs de nouvelle génération. Il a ajouté que fermer immédiatement ces 104 réacteurs était inenvisageable en pratique, mais qu'il fallait les fermer progressivement plutôt que chercher à prolonger leur durée d'exploitation. Jaczko a ajouté : "Continuer à mettre pansement sur pansement ne va pas résoudre le problème."

Source : The New York Times (nytimes.com)

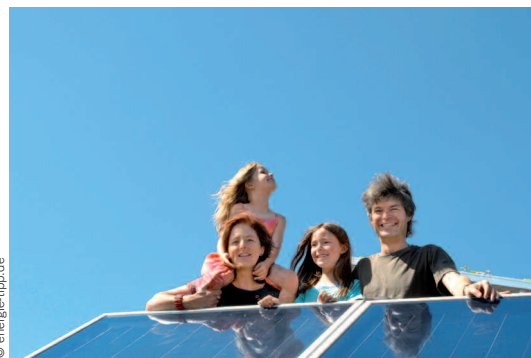


© Chip Somodevilla - Getty Images

L'ex-président de la NRC pense finalement qu'il faudrait fermer tous les réacteurs américains pour défaut de sûreté.

Allemagne : des énergies renouvelables majoritairement aux mains des citoyens

En Allemagne, 51 % de toutes les capacités de production d'énergie renouvelable sont possédées par des individus (citoyens ou exploitants agricoles), et non pas par des grandes entreprises du secteur énergétique ce qui représente environ 77 milliards d'euros d'investissements privés. Plus précisément, c'est le cas de 50 % de la puissance installée de solaire photovoltaïque et de 54 % de la puissance éolienne (chiffres 2012).



© energie-tipp.de

Cette tendance à une forte implication citoyenne dans l'investissement et le contrôle des moyens de production décentralisée d'énergie renouvelable est évidemment un facteur déterminant dans la satisfaction bien supérieure des Allemands quant à la politique énergétique de leur pays, comparée à celle des Français. Elle revêt aussi une importance particulière quant au glissement vers un modèle énergétique beaucoup plus démocratique.

Source : renewablesinternational.net

Portugal : les renouvelables ont fourni 70 % de l'électricité pendant trois mois !

Fin 2011, pendant quelques heures, 100 % de l'électricité du Portugal avait été fournie par des énergies renouvelables. Mais au premier trimestre 2013, c'est pendant trois mois consécutifs que les capacités de production d'énergie renouvelable du pays ont fourni 70 % de l'électricité consommée par les Portugais, grâce à la combinaison de conditions météorologiques très favorables à l'hydroélectricité et à l'éolien, et à une baisse de la consommation d'énergie.

Les centrales hydroélectriques ont fourni 37 % de l'électricité (augmentation de 312 % par rapport au 1^{er} trimestre 2012!), les éoliennes 27 % (augmentation de 60 %), et le solaire photovoltaïque environ 7 %.

Depuis 2010, la consommation d'électricité a baissé de 6 %, se situant désormais au niveau de 2006 ; la baisse de 2,3 % au 1^{er} trimestre 2013 par comparaison au 1^{er} trimestre 2012 est en large part due aux jours fériés et à un hiver plus chaud. Une fois pris en compte ces facteurs, il subsiste une baisse "de fond" de 0,4 %, qui marque toutefois un tassement de la baisse de la consommation observée depuis 2010.

Quant à la production d'électricité par combustion de charbon et de gaz naturel, elle a baissé respectivement de 29 % et de 44 % par rapport au 1^{er} trimestre 2012 ! Ce qui n'a pas empêché le Portugal de demeurer un exportateur net d'électricité, vendant à l'étranger l'équivalent de 6 % de sa consommation nationale au 1^{er} trimestre 2013.

Sources : thinkprogress.org, ren.pt

Le Portugal se passe fort bien de nucléaire...



Publication du scénario Virage Énergie-Climat Pays de la Loire

Créée fin 2009, avec notamment la participation de Sortir du nucléaire 44 et Sortir du nucléaire 49, l'association Virage Énergie-Climat Pays de Loire (VEC-PdL) vient de publier son scénario énergétique pour cette région, suivant en cela l'exemple de Virage-Énergie Nord-Pas de Calais (scénario publié en 2008 avec le soutien du Réseau).

VEC-PdL s'inscrit dans une démarche similaire à la démarche négaWatt. Préconisant un certain nombre de mesures de "descente énergétique" entraînant d'importantes économies d'énergie dans tous les



© Virage Énergie Climat - Pays de la Loire

secteurs, et dans un esprit de justice sociale, l'association démontre que tous les besoins énergétiques des Pays de la Loire pourraient être couverts par des énergies renouvelables produites sur le territoire régional en 2046. La région deviendrait exportatrice nette d'électricité renouvelable, à partir de 2047 et pourrait notamment contribuer à alimenter d'autres régions fortement consommatrices, mais au potentiel de production d'ENR limité (par exemple l'île-de-France).

Les énergies fossiles et nucléaire seraient peu à peu remplacées par des énergies renouvelables produites dans la région. Elles disparaîtraient définitivement du mix énergétique régional en 2046, ainsi que toutes les émissions de gaz à effet de serre (GES) qu'elles engendraient.

Les émissions de GES non-énergétiques de l'agriculture et de la forêt diminuent parallèlement de 60 %, avec la mise en place de la transition alimentaire et agricole préconisée par Virage Énergie-Climat. Le système agricole et sylvicole durable qui se met en place, permet d'atteindre l'autosuffisance régionale pour l'alimentation humaine en 2050, et de fournir un tiers de l'énergie et des matériaux et molécules bio-sourcées aux autres secteurs d'activité régionaux. Le scénario Virage Énergie-Climat aboutit à une réduction globale des émissions de GES des Pays de la Loire de 83 % en 2050.

Source : virageenergieclimatpdl.fr

L'industrie photovoltaïque devient productrice nette d'énergie

Les analyses de cycle de vie permettent de mesurer le rendement énergétique d'une industrie "du berceau à la tombe". En effet, quelle que soit la

filrière de production, elle consomme de l'énergie à toutes ses étapes : la recherche, le développement, la construction des infrastructures, éventuellement la récupération et la fabrication du combustible ou de la source d'énergie, la distribution, etc. Ce sont autant de postes qui utilisent de l'énergie, avant que de l'énergie soit produite par le système énergétique.

Les énergies solaire et éolienne notamment ont pour avantage une consommation énergétique nulle pour la "capture" de leur source d'énergie (soleil et vent), tandis que l'épuisement continu des meilleurs gisements d'uranium conduit toujours plus l'industrie nucléaire vers le fond du "gouffre énergétique", où l'industrie nucléaire consommera définitivement plus d'énergie qu'elle n'en produira*.

Une nouvelle étude conduite par des chercheurs de l'université de Stanford montre que l'industrie du solaire photovoltaïque, dont le développement est très récent (contrairement à celui de l'industrie nucléaire), est devenue en 2012 productrice nette d'énergie au niveau mondial. Qui plus est, cette étude prévoit que, d'ici 2015-2020, le solaire photovoltaïque mondial aura entièrement "remboursé" la "dette énergétique" accumulée pendant sa période de développement. La contribution nette du solaire photovoltaïque à la production électrique est donc en bonne voie pour devenir rapidement importante.

Dans le même temps, un rapport de la Deutsche Bank indique que désormais l'électricité d'origine photovoltaïque coûte le même prix que l'électricité en provenance du réseau électrique en Italie et en Autriche (c'est ce qu'on appelle "atteindre la parité réseau"). Autrement dit, dans ces deux pays, l'électricité photovoltaïque est maintenant pleinement compétitive. Désormais, la parité réseau est régulièrement atteinte dans de nouveaux pays, et la tendance est appelée évidemment à se poursuivre.

* Pour une analyse précise de ce phénomène de "gouffre énergétique" appliqué au nucléaire, lire "De l'uranium jusqu'à quand ? Lorsque nous tomberons dans le gouffre énergétique", consultable sur www.sortirdunucleaire.org ou dans notre numéro 37.

Sources : *Energy Balance of the Global Photovoltaic (PV) Industry - Is the PV Industry a Net Electricity Producer?*, M. Dale et S. Benson, Stanford University, février 2013.

Londres désengorge ses égouts en brûlant des graisses

Afin de s'attaquer aux problèmes récurrents des "fatbergs" (icebergs de graisse) qui engorgent régulièrement le réseau d'égouts londoniens, la compagnie d'assainissement Thames Water et le fournisseur d'énergie 20C s'appêtent à s'en servir,

à partir de 2015, comme combustible. Déversés dans les égouts par des milliers de restaurants, ces déchets, jusqu'ici non valorisés et impliquant un budget de nettoyage d'un million de livres sterling par mois, constitueront – à raison de 30 tonnes par jour ! – la moitié de l'approvisionnement en combustible d'une centrale de cogénération d'électricité et de chaleur, située dans l'est de Londres. Elle produira annuellement environ 130 GWh d'électricité – suffisamment pour alimenter près de 40 000 foyers britanniques. Thames Water escompte acheter annuellement 75 GWh pour alimenter la station d'épuration de Beckton ainsi qu'une usine de dessalement. La part d'électricité renouvelable de Thames Water passera alors de 14 % à 20 %, tandis que le surplus sera injecté dans le réseau national.

Source : *Énergize*, 22/04/12

Une éolienne à 100 m de haut... sur un mât en bois !

Fin 2012, l'entreprise Timbertower a implanté la première éolienne de grande puissance sur un mât en bois. Montée sur un mât de 100 m, il s'agit d'une génératrice de 1,5 MW de la PME allemande Vensys, aux abords de la ville allemande de Hanovre. Les investisseurs ont mis du temps à se laisser convaincre de la faisabilité du projet et les autorités ont imposé des règles plus strictes et des contrôles de sécurité plus fréquents que pour les éoliennes classiques lors du montage du mât. Mais la dynamique semble lancée, et l'entreprise prévoit maintenant l'implantation d'une éolienne de 140 m de haut.



Danny Brackley, un égoutier de la Thames Water, ramasse des "fatbergs", ces icebergs de graisse qui encombreront le réseau d'égouts de Londres.

Un aperçu de la structure du mât en épicéa de la première éolienne Timber Tower.

Selon Timbertower, en production de série, le mât en bois coûterait 10 à 20 % de moins qu'une tour en acier de taille similaire. De plus, cette technique de construction a un impact moindre que la fabrication d'un mât en métal, requérant bien moins d'énergie. De plus, le bois est une ressource renouvelable, ce que ne sont pas les métaux... Les 200 tonnes d'épicéa utilisées pour ce mât auraient généré environ 0,7 GWh si elles avaient été simplement brûlées dans une centrale thermique, alors que l'éolienne pourrait en 20 ans générer environ 70 GWh, soit 100 fois plus.

Sources : *renewablesinternational.net*

Sortir du nucléaire, catastrophe industrielle ou remède au chômage ?

À en croire le MEDEF et la majorité des syndicats, la sortie du nucléaire représenterait un cataclysme pour l'emploi. Mais changer de politique énergétique, c'est aussi préparer les emplois de demain !

Au cours du "débat national sur la transition énergétique", industriels et syndicats n'ont que ce mot à la bouche : sortir du nucléaire, c'est licencier en masse et ouvrir la voie aux délocalisations massives. Dans un pays touché par la crise, l'argument trouve un écho. Mais est-il fondé ?

ce ne sont pas les commandes de réacteurs en Turquie qui permettront de doubler les effectifs de la filière. Les recrutements prévus dans les années à venir... sont avant tout destinés à compenser les nombreux départs en retraite chez EDF.

Enfin, agiter la menace de la suppression soudaine d'une centaine de milliers d'emplois ne correspond à rien de réaliste. Même dans le plus radical des scénarios de sortie, il n'est pas question de mettre à la porte du jour au lendemain des techniciens dont les compétences sont précieuses pour mener les installations en fin de vie et préparer leur démantèlement. Par ailleurs, il serait tout à fait envisageable de rediriger les salariés des sites à fermer en priorité vers les centrales devant fermer ultérieurement, afin de répartir les tâches et réduire les cadences infernales auxquelles sont soumis les intérimaires. Enfin, n'oublions pas que les salariés EDF, contrairement aux ouvriers de Florange, bénéficient d'une garantie d'emploi !



Au fait, combien d'emplois pèse réellement le nucléaire ?

Fantômes, guerre des chiffres ? Même les acteurs du nucléaire ne s'entendent pas entre eux sur ce sujet. En novembre 2011, Henri Proglio, patron d'EDF, avançait le chiffre d'un million d'emplois menacés en cas de sortie du nucléaire : 400 000 dans la filière elle-même, 100 000 liés à ses futurs développements... et 500 000 dans les filières fortement consommatrices d'électricité, qui iraient s'expatrier ailleurs si elles étaient privées de courant bon marché¹. Mais pour Anne Lauvergeon, Henri Proglio aurait "fumé la moquette" (sic !). Faisant référence à une étude commandée au cabinet PriceWaterhouse Cooper, l'ancienne PDG d'Areva table plutôt 400 000 emplois, dont 125 000 directement liés à la filière.

Une enquête menée par Bastamag² revoit encore à la baisse ce dernier chiffre. 18 000 salariés d'EDF employés dans les centrales, environ 20 000 sous-traitants pour la maintenance, quelque 47 000 "collaborateurs" d'Areva, 16 000 salariés au Commissariat à l'Énergie Atomique et environ 2000 dans différentes institutions (ASN, Andra...), donneraient environ 106 000 emplois directs. Pas négligeable, mais on est loin du million.

Quant aux 100 000 emplois dans le développement de la filière, ils semblent tout droit sortis de l'imagination de M. Proglio. Freinée par la catastrophe de Fukushima, l'industrie nucléaire mondiale est bien loin de sa période de gloire des années 1980 et

632 000 emplois créés d'ici à 2030

Surtout, sortir du nucléaire, ce n'est pas seulement fermer des réacteurs ! C'est aussi mettre en place une autre politique énergétique, reposant sur la réduction des consommations d'énergie et le développement d'autres moyens de production d'électricité : des activités qui ne peuvent s'effectuer sans main-d'œuvre !

C'est ainsi que l'association Négawatt s'est attaquée à une évaluation économique de ce que pourrait être une transition énergétique reposant sur l'abandon du nucléaire et une réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre³. Pilotée par l'économiste Philippe Quirion, une étude minutieuse s'est attachée à déclinier pour 118 secteurs d'activité les impacts du scénario de transition

Notes :

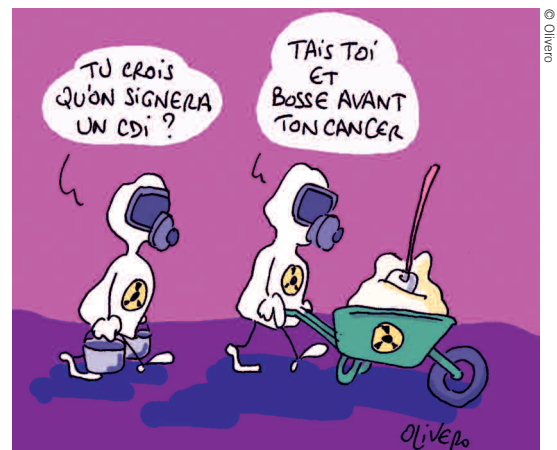
1 :

www.lefigaro.fr/emploi/2011/11/09/0905-20111109ARTFIG00557-sortie-du-nucleaire-un-million-d-emplois-seraient-menaces.php

2 :

www.bastamag.net/article1907.html

3 : Nous nous penchons ici sur le scénario Négawatt dans la mesure où il s'agit d'un travail unique par son ampleur et son sérieux, et à ce jour de la seule étude d'évaluation des retombées nationales d'une sortie du nucléaire en termes d'emploi. Cela ne signifie cependant pas une prise de position quant au délai de sortie du nucléaire retenu pour ce scénario.



publié en 2011 par l'association⁴, en calculant le nombre d'emplois par millions d'euros dépensés dans chaque branche, et en comparant ces résultats avec ceux obtenus par un scénario "tendanciel" avec maintien de la production nucléaire actuelle, prolongation des réacteurs existants, construction d'EPR et poursuite du recours massif aux énergies fossiles.

Qu'observe-t-on alors ? Sans surprise, le scénario Négawatt voit disparaître des emplois dans les secteurs émetteurs de gaz à effet de serre (transports routiers et aériens) et dans les énergies polluantes, nucléaire en tête. En comparaison avec le scénario tendanciel, la perte d'emplois directs et indirects liée à la fermeture de réacteurs dans le scénario Négawatt évolue de 65 000 (en 2020) à 56 000 (en 2030), en passant en 2025 par un maximum de 92 000⁵. Les créations d'emplois dans le démantèlement compensent de manière marginale ces suppressions. Toutefois, de l'aveu même des auteurs, ces chiffres doivent être nuancés : le scénario de poursuite du nucléaire pris comme base de comparaison repose en effet sur des hypothèses peu réalistes, comme la mise en route d'un EPR par an à partir de 2023, pour un coût de construction de 6,4 milliards d'euros par réacteur⁶ !



En revanche, ces pertes d'emplois sont très largement compensées par l'essor d'autres secteurs. Par rapport au scénario "tendanciel", la transition énergétique version Négawatt voit se créer 187 000 emplois de plus dans les énergies renouvelables en 2020, et 335 000 en 2030. Le solaire thermique et photovoltaïque, l'éolien et l'exploitation de la biomasse promettent des créations d'emplois réparties sur tout le territoire. Mais c'est la rénovation des bâtiments qui fournit le plus gros contingent de nouveaux emplois : 213 000 en 2020 et 473 000 en 2030 par rapport au scénario tendanciel. En effet, l'amélioration de l'isolation est l'un des plus gros leviers pour réduire les consommations d'énergies. Dans le scénario Négawatt, on préfère d'ailleurs largement rénover que construire de nouveaux bâtiments, pour économiser l'espace, les matières premières et l'énergie.

Par ailleurs, les économies d'énergie réalisées représentent aussi des sommes économisées, qui peuvent être consacrées à la création d'autres activités dans d'autres secteurs. On part en effet du principe que l'argent qu'un ménage ne consacre

plus à sa facture énergétique ou aux activités polluantes en général peut lui permettre de consommer d'autres biens – une fois déduit le coût des renouvelables et de l'efficacité énergétique. Pour Négawatt, cet "effet induit" conduit à la création de 97 000 emplois en 2020 et 527 000 en 2030, toujours par rapport au scénario tendanciel.

Effet du scénario Négawatt sur l'emploi, en comparant avec le scénario tendanciel (en millier d'emplois à temps plein)

Secteurs d'activité	En 2020	En 2025	En 2025
Rénovation des bâtiments	213	460	473
Construction neuve	- 124	- 279	- 404
Transports routiers (sauf transport en commun)	- 141	- 243	- 366
Transport en commun, fret ferroviaire et fluvial	69	141	248
Transport aérien	- 27	- 47	- 72
Énergies renouvelables	187	249	335
Énergies non renouvelables (dont nucléaire, démantèlement compris), réseaux de gaz et d'électricité	- 45	- 108	- 116
Sensibilisation et information des citoyens, entreprises et collectivités	6	6	5
Effet induit	97	261	527
Effet net sur l'emploi	235	435	632

Au final, les secteurs favorisés par la transition énergétique étant beaucoup plus intenses en emplois, l'effet net sur l'emploi est largement positif dans le scénario Négawatt. On aboutit donc en 2020 à 235 000 emplois de plus que dans le scénario tendanciel, et 632 000 en 2030 ! Nulle délocalisation massive au final, et au contraire une meilleure répartition d'emplois locaux sur tout le territoire. Et ce, sans surcoût, puisqu'on part dans les deux scénarios du même investissement de départ, qui se répartit différemment. Mieux encore : le projet Négawatt, caractérisé par les économies d'énergie et l'abandon du nucléaire, permet d'économiser 5 milliards d'euros par rapport au scénario tendanciel.

La sortie du nucléaire, dans une perspective de transition énergétique, peut donc être considérée comme une partie de la solution face au chômage. Pour cela, l'enjeu crucial est évidemment la formation, pour préparer aux métiers d'avenir... et préparer la reconversion des salariés de l'industrie nucléaire. Certes, celle-ci nécessitera sans doute du temps. Mais la vague des départs en retraite à venir la rendra sans doute plus simple à gérer. Et surtout, n'est-il pas souhaitable pour tout le monde que des travailleurs ne soient plus irradiés pour produire notre électricité ?



Notes :

- 4 : www.negawatt.org
- 5 : Voir la synthèse de l'étude, téléchargeable sur le site de l'association Négawatt : http://www.negawatt.org/telechargement/Etude%20oeco/Synthese_emploi_scenario-negaWatt_29-03-2013.pdf
- 6 : Pour rappel, le coût de l'EPR en construction à Flamanville s'élève actuellement à 8,5 milliards d'euros.

Charlotte Mijeon

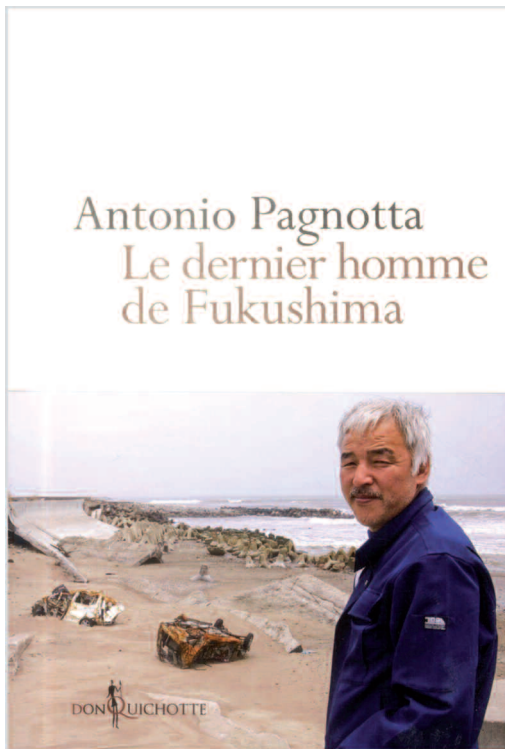
À livres ouverts...

Comme à chaque numéro, nous partageons avec vous nos impressions sur quelques-uns des livres que nous avons reçus ces derniers mois.

Le Dernier Homme de Fukushima

Antonio Pagnotta, éd. Donquichotte, mars 2012, 244 p., 17, 90 €, disponible en librairie et dans la boutique du Réseau.

Naoto Matsumura est un héros, un résistant. Cet agriculteur cinquantenaire a refusé, en toute conscience des risques pour sa santé, de quitter la zone hautement contaminée de Fukushima à la suite de l'accident nucléaire. Il n'a pas accepté le triste sort que Tepco et le gouvernement réservait aux animaux d'élevages et de compagnie : l'abattage systématique ou l'abandon jusqu'à ce que mort s'en suive.



Il a décidé de résister et de rester dans sa ferme, pour témoigner du désastre que peut être une catastrophe nucléaire, pour accueillir et nourrir ces bêtes errantes : chats, chiens, vaches, et même deux autruches d'un zoo voisin.

Sans eau courante, sans électricité, la première année a été extrêmement rude. Il s'est vite retrouvé sans aucune nourriture, ni pour lui ni pour ses bêtes. Il a créé son association et a réussi à faire parler de lui et du drame de l'abandon

des animaux. Aujourd'hui les dons arrivent chaque jour, qui lui permettent de survivre et de nourrir ses protégés.

Voilà un combat digne d'un samouraï, seul jusqu'à la mort, le combat d'un homme en colère, défenseur du vivant et de l'humanité. L'auteur, photojournaliste, a pris de grands risques pour vivre aux côtés de Naoto Matsumura, risques pour sa santé et risques d'emprisonnement.

Un récit très touchant, qui se lit comme un roman.

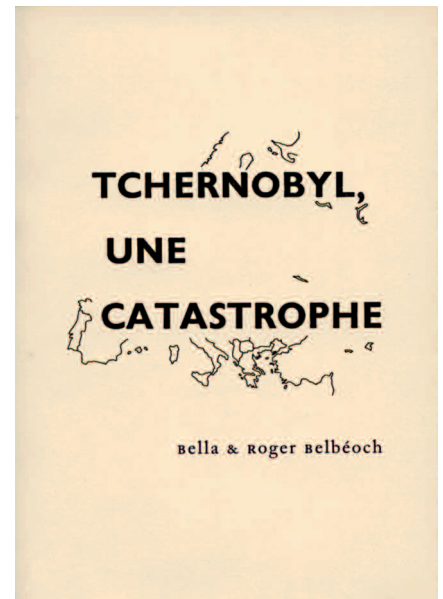
Delphine Boutonnet

Tchernobyl, une catastrophe

Bella et Roger Belbéoch, éd. La Lenteur, 2012, 315 p., 15 €, disponible en librairie.

La présente édition reprend le texte (1993) des éditions Allia. S'y ajoutent une préface et deux textes historiques, de Bella, Responsabilités occidentales dans les conséquences sanitaires de la catastrophe de Tchernobyl, en Biélorussie, Ukraine et Russie (1998), et de Roger, Société nucléaire (1990).

L'ouvrage aborde la survenue de la catastrophe, son déroulement et ses conséquences. La première partie, Les prémisses d'une société nucléaire, montre que la propagande en faveur de l'énergie atomique produit la catastrophe, puis, celle-ci réalisée, s'acharne à en nier la véritable origine — la nature physique des phénomènes, et garantit ainsi, et la reprise des affaires, et les conditions d'une catastrophe future. La seconde partie, La chronique d'une catastrophe nucléaire, relate l'histoire complexe de l'accident et du désastre radiologique qu'il a engendré. La troisième partie, Tentative de bilan de la catastrophe de Tchernobyl, développe son titre en insistant sur le fossé infranchissable entre la réalité des dommages sanitaires et le contenu des rapports officiels sur la question. Des témoignages donnent vie à ce bilan terrifiant.



Le texte complémentaire de Bella Belbéoch rappelle que les experts occidentaux ont organisé la propagation du déni des séquelles de l'accident. On regrettera cependant ici que les travaux des scientifiques soviétiques et les initiatives pour porter assistance aux populations touchées par la radioactivité et aux liquidateurs n'aient pas été présentés. C'est l'autre face du tableau, la face lumineuse, derrière le miroir que nous tendent les sectataires de l'énergie atomique.

Dans Anatomie d'un nuage (1987) G. Lebovici écrit : "La critique qui n'avance pas se lasse, et se lasse d'elle même — ce qui est plus facile que d'en finir avec son objet". Cette remarque pose la question d'une réédition 20 ans après...

Le film Chernobyl 4 Ever (2011) de Alain De Halleux révèle le déni du désastre dans lequel est tombée l'Ukraine. Alors, oui, rééditer ce livre est nécessaire. Il répond à l'injonction de L. Feuchtwanger (Erfolg, 1930) face à la montée du nazisme : "(...) le seul moyen de changer le monde est de l'expliquer. Si on l'explique de façon plausible, on le transforme discrètement, par l'action permanente de la raison. Seuls ceux qui ne parviennent pas à trouver une explication plausible choisissent de le changer par la violence"..

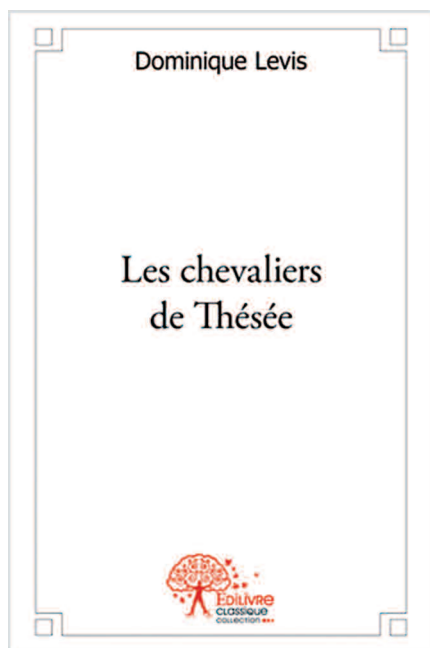
Yves Lenoir

Les chevaliers de Thésée

Dominique Levis, *Edilivre*,
2009, 166 p., 17 €, disponible en librairie.

Dans ce thriller au déroulement digne d'un James Bond, Dominique Levis, informaticien au sein de la police judiciaire, nous raconte la libération d'un terroriste par une organisation secrète visant à voler du plutonium lors d'un transfert afin de fabriquer et larguer une bombe atomique sur un pays d'Orient...

C'est dans le monde de l'investigation et du renseignement familial à l'auteur que ce déroule ce roman d'espionnage. L'inspecteur Legoff de la DST et le capitaine Forestier de la DGSE doivent travailler main dans la main dans cette course contre la montre malgré leur appartenance à deux services secrets français opposés, alors que des personnes proches de l'affaire passent de vie à trépas... L'intrigue nous tient en haleine de la première à la dernière page. Un bon moment de lecture !

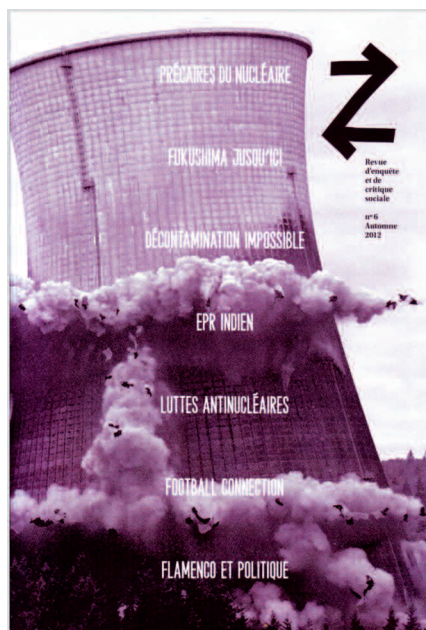


Bien que ce soit une fiction, tous ces risques sont bien réels, malgré le discours rassurant de nos gouvernants, que ce soit dans les centrales nucléaires ou lors des convois qui transportent des matières radioactives. Bien entendu, ce n'est pas à la portée de tout le monde, mais pour des personnes bien entraînées et équipées cela ne paraît pas impossible...

Benoît Cachard

Le nucléaire de A à... Z, numéro 6

Revue Z, n°6, automne 2012, 134 pages,
10 €, disponible par abonnement ou dans les
points de vente référencés sur www.zite.fr



La revue itinérante d'enquête et de critique sociale Z fait indéniablement partie de ce que la presse indépendante française nous offre de plus intéressant, tant sur le fond que sur la forme, qui fait de chaque numéro un vrai travail éditorial, où trouvent leur place illustrations et expérimentations diverses. Pour "s'immerger dans le cours des événements" afin de mieux les raconter, son équipe choisit à chaque numéro un lieu géographique où elle se rend en camion, qui sert de rédaction mobile – le dernier numéro en date (7) l'ayant poussée jusqu'à Thessalonique, pour documenter les profonds soubresauts de la société grecque en butte à l'offensive ultralibérale qu'on connaît.

Le numéro 6 de Z, qui consacre plus de 90 pages à pas moins de 22 textes et reportages autour du nucléaire, fait exception à ce principe, sans toutefois en trahir l'esprit puisqu'au fil de ce numéro dense, l'itinérance se fait internationale (lutttes antinucléaires en Allemagne, en Inde, en Australie, ...) et thématique (Fukushima, enfouissement à Bure, réacteurs dits "de 4^e génération", convois nucléaires, ...), sans manquer de faire un bout de chemin avec les sous-traitants, ces "nomades du nucléaire" trimballés de chantier en chantier. Ce sont d'ailleurs pas moins d'une douzaine de pages denses qui sont

consacrées à deux témoignages très révélateurs de sous-traitants et une enquête sur cette pratique de l'industrie nucléaire.

La trentaine de pages qui échappe à la dominante thématique de ce numéro comprend notamment un reportage photographique sur le rapatriement des Kazakhs ayant fui l'ancien régime soviétique, ainsi qu'un long article sur les stratégies de résistance contre la standardisation des semences. Profitons également de cette chronique pour mentionner le passionnant – et glaçant – reportage publié dans le numéro 4 de Z, consacré à l'utilisation délibérée par l'État turc de grands barrages hydroélectriques comme armes à l'encontre de populations kurdes ; où l'on voit que les grandes infrastructures énergétiques, nucléaires ou non, peuvent être en même temps des outils d'oppression...

Xavier Rabilloud

Quinze thèses sur le nucléaire

Signalons enfin aux lecteurs et lectrices intéressé-e-s par les textes théoriques les "Quinze thèses sur le nucléaire" de Jean-Marie Royer, parues dans le tout récent numéro 46 de la revue *Écologie et politique* (www.ecologie-et-politique.info). Également auteur d'un livre intitulé *La science, creuset de l'inhumanité. Décoloniser l'imaginaire occidental*, Jean-Marie Royer livre dans ces courtes mais denses thèses, appuyées sur une érudition certaine, une réflexion approfondie sur ce que l'aberration nucléaire dit de notre civilisation.

Xavier Rabilloud



Plogoff en bande-dessinée

Plogoff

Delphine Le Lay et Alexis Horellou, Éd. Delcourt, 2013, 192 pages, 15 €, disponible en librairie.

La lutte contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Plogoff, au cap Sizun (Finistère) se construit progressivement à partir de 1976. En 1980, l'"enquête d'utilité publique", destinée à donner un vernis démocratique aux décisions déjà prises par le

pouvoir, est sabordée par la population et les élus. Les autorités tentent de sauvegarder les apparences en mettant à disposition le dossier d'enquête dans un fourgon en guise de "mairie annexe". Peine perdue : les femmes, les hommes et les jeunes se sont mobilisé-e-s pendant des semaines pour empêcher cette imposture. Barricades, embuscades, affrontements, arrestations, procès retentissant, solidarités... Au fil de la lutte, les soutiens arrivent



non seulement de toute la Bretagne, mais de bien plus loin encore (Larzac...). Élu le 10 mai 1981, Mitterrand enterre le projet de Plogoff ; il ne tardera pas à inaugurer une nouvelle série de projets de centrales, ailleurs...

Cette bande-dessinée vient utilement revivifier la mémoire de cette résistance populaire de longue haleine, qui a vu des personnes d'âges, de milieux et de conditions très diverses s'engager solidairement pour lutter contre le diktat technocratique de l'État. Le scénario rend de façon vivante et précise la construction progressive de la lutte, en évitant le

piège d'une lourde exhaustivité. Le dessin, de prime abord un peu austère, s'avère en fait, au fil de la lecture, servir de façon juste le propos. Et l'alternance de planches contemplatives quasi muettes et de cases denses en dialogue rend bien compte de l'intensité propre à chaque phase de la lutte. Un récit graphique réussi, excellent complément du film de ses préfaciers, Félix et Nicole Le Garrec, qui tournèrent, pendant la lutte elle-même, le fameux documentaire "Des pierres contre des fusils".

Xavier Rabilloud





NUCLÉAIRE **DE LA MINE AUX DÉCHETS**

tou-te-s concerné-e-s

**Ensemble, empêchons Areva de dévaster
le territoire des Inuits pour extraire de l'uranium !**

**Agissez maintenant, signez la pétition sur
www.sortirdunucleaire.org/areva-nunavut**



Nous sommes indépendants à 100 % de l'État afin de préserver notre liberté de parole et d'action. Votre soutien est donc indispensable.

Même modeste, votre don est une aide concrète à notre combat : les petits ruisseaux font les grandes rivières... et les victoires !

**C'est grâce à votre soutien que nous
pouvons combattre l'industrie nucléaire.
Faites un don... c'est aussi une action !**

Envoyez-nous votre don par chèque à l'ordre de "Sortir du nucléaire", à l'adresse suivante : Réseau "Sortir du nucléaire", 9 rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04, ou bien faites un don en ligne sur www.sortirdunucleaire.org

Si vous êtes imposable, votre don est déductible de vos impôts à hauteur de 66 % ; un don de 50 € ne vous coûtera alors en réalité que 17 €.

Merci pour votre engagement à nos côtés !